

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies. . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	35 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
                          Par porteur ou par la poste.  
                          Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
                          Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## NECROLOGIE

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de France, a le profond regret de porter à la connaissance de la population du Territoire le décès, survenu à Dakar, de Monsieur l'Administrateur en chef **MARTINET**, qui fut Administrateur Supérieur du Togo.

Grand blessé de la guerre 1914 - 1918, parvenu très jeune au faite de la hiérarchie du corps des Administrateurs, promis aux plus brillantes destinées, chef bienveillant, M. l'Administrateur en chef **MARTINET** n'avait laissé ici que des regrets, et ce n'est certainement pas sans affliction que la population du Territoire apprendra la nouvelle de sa mort.

J'ai télégraphié aussitôt au Gouverneur de la Circonscription de Dakar pour lui dire combien le Territoire prenait part au deuil qui frappait l'Administration Coloniale, et le prier d'être notre interprète auprès de la famille de l'Administrateur en chef **MARTINET** pour lui exprimer nos sentiments de sympathie attristée.

Lomé, le 4 Septembre 1941

Le Commissaire de France au Togo,

J. DELPECH

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

<b>1941</b>		
2 juin	— Lois sur le statut et le recensement des juifs. (Arrêté de promulgation n° 501 du 6 septembre 1941).	474
3 juin	— Loi relative aux importations dans la métropole, par colis postaux, paquets-poste, messageries ou sous forme de provisions de route ou de ménage, de denrées alimentaires rationnées et de savon, en provenance de l'étranger ou des territoires français d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 463 du 25 août 1941)	474
18 juin	— Décret complétant les dispositions des articles 4 (alinéa 2) et 5 (alinéa 1 <sup>er</sup> ) du décret du 4 août 1914 relatif au régime des délégations de solde des fonctionnaires coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 458 du 24 août 1941)	474
23 juin	— Décret relatif au régime des sulfamidés et des dérivés azoïques colorés ou non au Togo. (Arrêté de promulgation n° 464 du 25 août 1941)	475
26 juin	— Décret portant création de la médaille du mérite de l'Afrique Noire française. (Arrêté de promulgation n° 465 du 25 août 1941)	475
28 juin	— Décret portant approbation du budget local du Togo (exercice 1941). (Arrêté de promulgation n° 466 du 25 août 1941)	476
28 juin	— Loi fixant le statut du corps civil de l'inspection des colonies. (Arrêté de promulgation n° 502 du 6 septembre 1941)	477
30 juin	— Décret sur la solde et accessoires de solde du personnel colonial. (Arrêté de promulgation n° 503 du 6 septembre 1941)	477
10 juillet	— Décret réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels du Togo. (Arrêté de promulgation n° 504 du 6 septembre 1941)	478

15 juillet	— Décret étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions de la loi du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps. ( <i>Arrêté de promulgation n° 467 du 25 août 1941</i> ) . . . . .	479
15 juillet	— Décret approuvant le budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1941. ( <i>Arrêté de promulgation n° 508 du 6 septembre 1941</i> ) . . . . .	480
16 juillet	— Arrêtés ministériels modifiant la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises. ( <i>Arrêté de promulgation n° 505 du 6 septembre 1941</i> ). . . . .	480
26 juillet	— Loi complétant, en ce qui concerne les colonies et territoires sous mandat, la loi du 29 juillet 1881 (article 26), modifiée par la loi du 29 mai 1941, sur la liberté de la presse. ( <i>Arrêté de promulgation n° 506 du 6 septembre 1941</i> ) . . . . .	481
7 août	— Décret étendant aux territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies le décret du 8 juillet 1941 portant interdiction de l'édition, de la diffusion et de la vente des hymnes, chants ou poèmes d'inspiration communiste ou anarchiste. ( <i>Arrêté de promulgation n° 507 du 6 septembre 1941</i> ) . . . . .	482
Rectificatif à la loi du 29 mai 1941 sur la liberté de la presse. . . . .		482
Rectificatif au décret du 28 mai 1941 portant prohibition de sortie. . . . .		483

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

1 <sup>er</sup> avril	— N° 1170 T. P. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, réglementant la mise en circulation des véhicules automobiles à gazogène et la construction des gazogènes pour véhicules automobiles et installations fixes. ( <i>Arrêté de promulgation n° 485 du 27 août 1941</i> ) . . . . .	483
26 avril	— N° 1509 E. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant la charte sportive de l'Afrique occidentale française. . . . .	487
2 juillet	— N° 2382 S. E. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant les caractéristiques du charbon de bois pour gazogènes destinés à la traction automobile . . . . .	488
2 juillet	— N° 2384 S. E. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, réglementant l'exportation de certains produits. . . . .	489
19 juillet	— N° 2547 E. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, créant un service local de l'éducation générale et des sports dans diverses colonies et territoires. . . . .	490
18 août	— N° 2902 — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, sur le fonctionnement des services d'information du Gouvernement général. . . . .	490

18 août	— N° 2926 S. E./7 — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, concernant l'importation de produits saccharinés et autorisant l'emploi de la saccharine dans la fabrication locale de certaines denrées et boissons. . . . .	491
24 août	— N° 460 — Arrêté fixant la date d'ouverture de la campagne intermédiaire d'achat du cacao. . . . .	492
25 août	— N° 461 — Arrêté portant rattachement provisoire de la subdivision administrative de Tsévié à la subdivision administrative de Lomé. . . . .	492
25 août	— N° 462 — Arrêté portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé. . . . .	493
25 août	— N° 468 — Arrêté modifiant à titre provisoire certaines dispositions des arrêtés n° 53 du 28 janvier 1939 modifiant les taxes d'importation sur les alcools propres à la consommation de bouche et déterminant les récipients dans lesquels l'importation de ces alcools sera autorisée et n° 619 du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo. . . . .	498
25 août	— N° 473 — Arrêté portant approbation du compte définitif 1940 de la chambre de commerce de Lomé. . . . .	498
25 août	— N° 481 — Arrêté modifiant à titre provisoire le tableau des taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire des produits de toutes origines et de toutes provenances. . . . .	498
25 août	— N° 482 — Arrêté portant institution d'un droit de sortie sur les caoutchoucs et en fixant les modalités d'application. . . . .	499
25 août	— N° 483 — Arrêté modifiant le tableau des articles et objets exempts de taxe d'importation annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toutes origines et de toutes provenances. . . . .	499
25 août	— N° 484 — Arrêté portant abrogation des dispositions de l'arrêté n° 84 du 5 mars 1925 sur la réorganisation pour l'exploitation des chemins de fer d'un cadre commun à toutes les colonies du groupe. . . . .	500
27 août	— N° 487 — Arrêté portant ouverture de la campagne du maïs et fixant les prix d'achat minima à payer aux producteurs. . . . .	500
28 août	— N° 492 — Arrêté portant additif à la nomenclature annexée à l'arrêté n° 1539 T. P. du 30 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française. (J. O. T. du 16 mai 1941). . . . .	500
28 août	— N° 493 — Arrêté portant organisation du régime pénitentiaire en matière de justice française. . . . .	501
30 août	— N° 632 — Décision portant libération de certains stocks de produits et denrées de première nécessité. . . . .	501
30 août	— N° 634 — Décision autorisant les élèves des cours supérieurs à suivre un stage de travaux pratiques dans les différents services techniques du Territoire. . . . .	501
30 août	— N° 635 — Décision portant libération de certains stocks de produits et denrées de première nécessité. . . . .	501

3 septembre	N° 495 — Arrêté modifiant pour l'année 1941 la date d'ouverture de la campagne du maïs . . . . .	502
4 septembre	N° 496 — Arrêté portant organisation du cours complémentaire de l'école Notre Dame des Apôtres à Lomé. . . . .	502
5 septembre	N° 498 — Arrêté fixant les modalités et le programme de l'examen professionnel imposé aux candidats à admettre dans le cadre local indigène des chemins de fer et du wharf, directement à l'un des emplois comportant un traitement de 4.600 francs. . . . .	504
5 septembre	N° 499 — Arrêté fixant les modalités et le programme de l'examen professionnel imposé aux agents auxiliaires employés dans l'administration en vue de leur admission dans le cadre local des maîtres ouvriers des travaux publics. . . . .	505
5 septembre	N° 500 — Arrêté fixant le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien des élèves de l'école primaire supérieure de Lomé pour l'année scolaire 1941-1942 et le montant de l'avance consentie à Pécouome. . . . .	505
5 septembre	N° 643 — Décision portant libération de certains stocks de produits et denrées de première nécessité. . . . .	506
5 septembre	N° 644 — Décision portant libération de certains stocks de produits et denrées de première nécessité. . . . .	506
7 septembre	N° 653 — Décision portant libération de certains stocks de produits et denrées de première nécessité. . . . .	506
7 septembre	N° 509 — Arrêté portant création d'une direction de police et de sûreté. . . . .	506
Personnel . . . . .		507
Divers . . . . .		509

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications :

Avis de demande d'immatriculation . . . . .	513
Avis sur l'admission dans « Les Amis de la Légion française des combattants de l'Afrique Noire ». . . . .	513
B. A. O. . . . .	513

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Statut et recensement des juifs

**ARRETE N° 501 promulguant au Togo les deux lois du 2 juin 1941 sur le statut et le recensement des juifs.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 3 octobre 1940 relative au statut des juifs, promulguée au Togo le 15 novembre 1940;

Vu les lois du 2 juin 1941 précitées;

Vu les instructions en date du 22 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont promulguées dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

- 1<sup>o</sup> — La loi du 2 juin 1941 qui abroge et remplace la loi du 3 octobre 1940, portant statut des juifs;
- 2<sup>o</sup> — La loi du 2 juin 1941, qui prescrit le recensement des juifs.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1941.

J. DELPECH.

*LOI du 2 juin 1941 remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — Est regardé comme juif :

- 1<sup>o</sup> — Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive;

- 2<sup>o</sup> — Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905.

Le désaveu ou l'annulation de la reconnaissance d'un enfant considéré comme juif sont sans effet au regard des dispositions qui précèdent.

**ART. 2.** — L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés ci-après sont interdits aux juifs :

- 1<sup>o</sup> — Chef de l'Etat, membres du gouvernement, du conseil d'Etat, du conseil de l'ordre national de la Légion d'Honneur, de la cour de cassation, de la cour des comptes, du corps des mines, du corps des ponts et chaussées, de l'inspection générale des finances, du corps des ingénieurs de l'aéronautique, des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des justices de paix, des tribunaux répressifs d'Algérie, de tous jurys, de toutes juridictions d'ordre professionnel et de toutes assemblées issues de l'élection, arbitres;

- 2<sup>o</sup> — Ambassadeurs de France, secrétaires généraux des départements ministériels, directeurs généraux, directeurs des administrations centrales des ministères, agents relevant du département des affaires étrangères, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux des préfectures, inspecteurs généraux des services administratifs au ministère de l'intérieur, fonctionnaires de tous grades attachés à tous services de police;

- 3<sup>o</sup> — Résidents généraux, gouverneurs généraux, gouverneurs et secrétaires généraux des colonies, inspecteurs des colonies;

- 4<sup>o</sup> — Membres des corps enseignants;

- 5<sup>o</sup> — Officiers et sous-officiers des armées de terre, de mer et de l'air, membres des corps de contrôle de la guerre, de la marine et de l'air, membres des corps.

et cadres civils des départements de la guerre, de la marine et de l'air, créés par les lois du 25 août 1940, du 15 septembre 1940, du 28 août 1940, du 18 septembre 1940 et du 29 août 1940;

6° — Administrateurs, directeurs, secrétaires généraux dans les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, titulaires de postes à la nomination du gouvernement dans les entreprises d'intérêt général.

ART. 3. — Les juifs ne peuvent occuper, dans les administrations publiques ou les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, des fonctions ou des emplois autres que ceux énumérés à l'article 2, que s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

a) Etre titulaire de la carte du combattant, instituée par l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926;

b) Avoir fait l'objet, au cours de la campagne 1939-1940, d'une citation donnant droit au port de la Croix de guerre instituée par le décret du 28 mars 1941;

c) Etre décoré de la Légion d'Honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre;

d) Etre pupille de la nation ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France.

ART. 4. — Les juifs ne peuvent exercer une profession libérale, une profession commerciale, industrielle ou artisanale, ou une profession libre, être titulaires d'une charge d'officier public ou ministériel, ou être investis de fonctions dévolues à des auxiliaires de justice, que dans les limites et les conditions qui seront fixées par décrets en conseil d'Etat.

ART. 5. — Sont interdites aux juifs les professions ci-après :

Banquier, changeur, démarcheur;

Intermédiaire dans les bourses de valeurs ou dans les bourses de commerce;

Agent de publicité;

Agent immobilier ou de prêts de capitaux;

Négociant de fonds de commerce, marchand de biens;

Courtier, commissionnaire;

Exploitant de forêts;

Concessionnaire de jeux;

Editeur, directeur, gérant, administrateur, rédacteur, même au titre de correspondant local, de journaux ou d'écrits périodiques, à l'exception des publications de caractère strictement scientifique ou confessionnel;

Exploitant, directeur, administrateur, gérant d'entreprises ayant pour objet la fabrication, l'impression, la distribution ou la présentation de films cinématographiques, metteur en scène, directeur de prises de vues, compositeur de scénarios;

Exploitant, directeur, administrateur, gérant de salles de théâtre ou de cinématographie;

Entrepreneur de spectacles;

Exploitant, directeur, administrateur, gérant de toutes entreprises se rapportant à la radiodiffusion.

Des règlements d'administration publique fixeront pour chaque catégorie les conditions d'application du présent article.

ART. 6. — En aucun cas, les juifs ne peuvent faire partie des organismes chargés de représenter les professions visées aux articles 4 et 5 de la présente loi ou d'en assurer la discipline.

ART. 7. — Les fonctionnaires juifs visés aux articles 2 et 3 sont admis à faire valoir les droits définis ci-après :

1° — Les fonctionnaires soumis au régime de la loi du 14 avril 1924 recevront une pension d'ancienneté avec jouissance immédiate s'ils réunissent le nombre d'années de service exigé pour l'ouverture du droit à cette pension.

Si, sans remplir cette condition, ils ont accompli au moins quinze années de services effectifs, ils bénéficieront avec jouissance immédiate d'une pension calculée à raison, soit d'un trentième du minimum de la pension d'ancienneté pour chaque année de services de la catégorie A, soit d'un vingt-cinquième pour chaque année de services de la catégorie B ou de services militaires. Le montant de cette pension ne pourra excéder le minimum de la pension d'ancienneté augmenté, le cas échéant, de la rémunération des bonifications pour services hors d'Europe et des bénéfices de campagne;

2° — Les fonctionnaires soumis au régime de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse obtiendront, s'ils comptent au moins quinze ans de services effectifs, la jouissance immédiate d'une allocation annuelle égale au montant de la rente vieillesse qui leur serait acquise à l'époque de la cessation de leurs fonctions si leurs versements réglementaires avaient été effectués dès l'origine à capital aliéné. Cette allocation cessera de leur être attribuée à compter de la date d'entrée en jouissance de leur rente sur la caisse nationale des retraites;

3° — Les fonctionnaires des départements, communes ou établissements publics qui possèdent une caisse spéciale de retraites bénéficieront, avec jouissance immédiate, de la pension d'ancienneté ou de la pension proportionnelle fixée par leur règlement de retraites, s'ils remplissent les conditions de durée de services exigées pour l'ouverture du droit à l'une de ces pensions;

4° — Les agents soumis au régime de la loi sur les assurances sociales et comptant au moins quinze années de services effectifs recevront, de la collectivité ou établissement dont ils dépendent, une allocation annuelle égale à la fraction de la rente vieillesse constituée par le versement de la double contribution durant toute la période où ils sont restés en service. Cette allocation cessera de leur être attribuée à compter de la date d'entrée en jouissance de ladite rente;

5° — Les fonctionnaires tributaires de la caisse intercoloniale de retraites ou des caisses locales, et comptant au moins quinze années de services effectifs, bénéficieront d'une pension dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique;

6° — Les fonctionnaires et agents ne remplissant pas les conditions requises pour pouvoir bénéficier des pensions et allocations ci-dessus recevront leur traitement pendant une durée qui sera fixée par un règlement d'administration publique;

7° — La situation des ouvriers des établissements militaires et industriels de l'Etat sera réglée par une loi spéciale.

Les fonctionnaires ou agents juifs visés par les articles 2 et 3 de la loi du 3 octobre 1940 sont considérés comme ayant cessé leurs fonctions à la date du 20 décembre 1940.

Les fonctionnaires ou agents qui sont atteints par les nouvelles interdictions édictées par la présente loi cesseront leurs fonctions dans le délai de deux mois après la publication de celle-ci.

L'application des dispositions de la présente loi aux prisonniers de guerre est différée jusqu'à leur retour de captivité.

Les fonctionnaires ou agents juifs visés aux articles 2 et 3 et actuellement prisonniers de guerre cesseront d'exercer leurs fonctions deux mois après leur retour de captivité.

Les dispositions de la présente loi ne seront applicables aux ascendants, conjoint ou descendants d'un prisonnier de guerre que dans un délai de deux mois après la libération de ce prisonnier.

En ce qui concerne les personnels en service outre-mer, un décret rendu sur la proposition des secrétaires d'Etat intéressés déterminera les conditions de la cessation de leurs fonctions.

ART. 8. — Peuvent être relevés des interdictions prévues par la présente loi, les juifs :

1<sup>o</sup> — Qui ont rendu à l'Etat français des services exceptionnels;

2<sup>o</sup> — Dont la famille est établie en France depuis au moins cinq générations et a rendu à l'Etat français des services exceptionnels.

Pour les interdictions prévues par l'article 2, la décision est prise par décret individuel pris en conseil d'Etat sur rapport du commissaire général aux questions juives et contresigné par le secrétaire d'Etat intéressé.

Pour les autres interdictions, la décision est prise par arrêté du commissaire général aux questions juives.

Le décret ou l'arrêté doivent être dûment motivés.

Les dérogations accordées en vertu des dispositions qui précèdent n'ont qu'un caractère personnel et ne créeront aucun droit en faveur des ascendants, descendants, conjoint et collatéraux des bénéficiaires.

ART. 9. — Sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est Français, est puni :

1<sup>o</sup> — D'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 frs. à 10.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui s'est livré ou a tenté de se livrer à une activité qui lui est interdite par application des articles 4, 5 et 6 de la présente loi;

2<sup>o</sup> — D'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 frs. à 20.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui se sera soustrait ou aura tenté de se soustraire aux interdictions édictées par la présente loi, au moyen de déclarations mensongères ou de manœuvres frauduleuses.

Le tribunal peut, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement.

ART. 10. — Les fonctionnaires ayant cessé leurs fonctions par application de la loi du 3 octobre 1940 et qui peuvent se prévaloir des dispositions de la présente loi, sont admis à solliciter leur réintégration dans des conditions qui seront fixées par décret en conseil d'Etat.

ART. 11. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat, en Syrie et au Liban.

ART. 12. — La loi du 3 octobre 1940, modifiée par les lois du 3 avril et du 11 avril 1941, est abrogée; les règlements et les décrets pris pour son application sont maintenus en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés s'il y a lieu par des règlements et des décrets nouveaux.

ART. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 2 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,  
à l'intérieur et à la marine,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le général d'armée,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,*  
Pierre CAZIOT.

LOI du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des juifs.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Toutes personnes qui sont juives au regard de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs doivent, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi, remettre au préfet du département ou au sous-préfet de l'arrondissement dans lequel elles ont leur domicile ou leur résidence, une déclaration écrite indiquant qu'elles sont juives au regard de la loi, et mentionnant leur état civil, leur situation de famille, leur profession et l'état de leurs biens.

La déclaration est faite par le mari pour la femme, et par le représentant légal pour le mineur ou l'interdit.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> est punie d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 10.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est Français.

ART. 3. — Des dispositions particulières fixeront les conditions dans lesquelles la présente loi sera appliquée en Algérie, dans les colonies, dans les pays de protectorat, en Syrie et au Liban.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 2 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Amiral DARLAN.

**Importations de denrées alimentaires  
et de savon dans la Métropole**

**ARRETE** N° 463 promulguant au Togo la loi du 3 juin 1941 relative aux importations dans la métropole, par colis postaux, paquets-poste, messageries ou sous forme de provisions de route ou de ménage, de denrées alimentaires rationnées et de savon, en provenance de l'étranger ou des territoires français d'outre-mer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 3 juin 1941;

Vu les instructions en date du 13 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 3 juin 1941 relative aux importations dans la métropole, par colis postaux, paquets-poste, messageries ou sous forme de provisions de route ou de ménage, de denrées alimentaires rationnées et de savon, en provenance de l'étranger ou des territoires français d'outre-mer.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

**NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,**  
Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les denrées alimentaires soumises en France au rationnement ou aux dispositions particulières édictées par le décret-loi du 20 janvier 1940 et par la loi du 8 décembre 1940, et lorsqu'elles sont en provenance de l'étranger ou des colonies françaises, des pays de protectorat et des territoires d'outre-mer, à l'exclusion des territoires nord-africains, sont admises dans la métropole sans licence d'importation, permis de déblocage ou autorisation de circuler, à la condition de faire l'objet d'envoi à titre gratuit et sans caractère commercial sous forme de paquets-poste, colis postaux ou colis de messageries d'un poids brut inférieur ou au plus égal à 10 kilogrammes. Les envois multiples effectués à un même destinataire sont exclus du bénéfice de ce régime d'admission.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables au savon.

**ART. 2.** — Les envois effectués postérieurement à la date de la publication de la présente loi et qui ne rempliraient pas les conditions prévues à l'article 1er, en ce qui concerne leur caractère gratuit et non commercial, leur poids, leur provenance, ou leur non-multiplicité seront confisqués en totalité et remis au secours national.

**ART. 3.** — Les provisions de ménage en savon ou denrées alimentaires rationnées, importées par les

personnes entrant en France pour s'y établir, seront admises sans restriction dans les limites ci-après :

a) Pour les personnes venant de l'étranger, et pour l'ensemble des produits rationnés, des quantités correspondant, pour chacun de ces produits, à six mois de consommation, le poids maximum total ne pouvant dépasser 25 kilogrammes par personne;

b) Pour les personnes en provenance des colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat y compris les territoires nord-africains, des quantités correspondant à trois mois de consommation des denrées rationnées, le poids maximum ne pouvant dépasser au total 15 kilogrammes par personne.

Les produits en excédent sur les quantités mentionnées aux alinéas a et b seront confisqués au profit du secours national.

**ART. 4.** — Les dispositions qui précèdent n'ouvrent droit, au profit des intéressés, à aucune dérogation aux restrictions à l'exportation des marchandises édictées par l'autorité compétente en Algérie, aux colonies, et dans les pays de protectorat ou territoires sous mandat.

**ART. 5.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 3 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,*  
Pierre PUCHEU.

*L'amiral de la flotte,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires  
étrangères et à l'intérieur,*  
Amiral DARLAN.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,*  
Jean ACHARD.

**Délégations de solde**

**ARRETE** N° 458 promulguant au Togo le décret du 18 juin 1941 complétant les dispositions des articles 4 (alinéa 2) et 5 (alinéa 1er) du décret du 4 août 1914 relatif au régime des délégations de solde des fonctionnaires coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 18 juin 1941;

Vu les instructions en date du 13 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 juin 1941 complétant les dispositions des articles 4 (alinéa 2) et 5 (alinéa 1er) du décret



du 4 août 1914 relatif au régime des délégations de solde des fonctionnaires coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;  
Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 4 août 1914;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 (alinéa 2) du décret du 4 août 1914 est complété comme suit :

« Toutefois, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, le secrétaire d'Etat aux colonies peut décider que les délégations prennent effet à compter de l'embarquement de l'intéressé en France ou dans sa colonie d'origine ».

ART. 2. — L'article 5 (alinéa 1<sup>er</sup>) du décret du 4 août 1914 est complété comme suit :

« Toutefois, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, le secrétaire d'Etat aux colonies peut décider que, sauf révocation expresse du délégué, les délégations continuent d'avoir leur effet jusqu'au jour du débarquement de l'intéressé en France ou dans sa colonie d'origine ».

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 18 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Substances vénéneuses

ARRETE No 464 promulguant au Togo le décret du 23 juin 1941 relatif au régime des sulfamidés et des dérivés azoïques colorés ou non au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant au Togo le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses, promulgué au Togo le 13 novembre 1928;

Vu le décret du 23 juin 1941;

Vu les instructions en date du 8 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 juin 1941 relatif au régime des sulfamidés et des dérivés azoïques colorés ou non au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;  
Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant au Togo l'importation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi des substances vénéneuses;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions applicables aux produits qui figurent au tableau C annexé au décret du 4 mai 1928 concernant le régime des substances vénéneuses au Togo, sont étendues provisoirement aux produits benzéniques sulfurés à groupe-sulfamide et aux dérivés azoïques colorés ou non.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 23 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Médaille du Mérite de l'Afrique Noire française

ARRETE No 465 promulguant au Togo le décret du 26 juin 1941 portant création de la Médaille du Mérite de l'Afrique noire française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 26 juin 1941;

Vu les instructions en date du 13 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 juin 1941 portant création de la Médaille du Mérite de l'Afrique noire française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

#### RAPPORT

Au Maréchal de France, Chef de l'Etat Français.

Vichy, le 26 juin 1941.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

Les circonstances présentes donnent à de nombreux Français et indigènes de notre empire colonial l'occasion de se signaler par des actes de courage; des

marques de loyauté et de fidélité à la mère patrie et de rendre dans tous les domaines des services distingués qui méritent d'être récompensés le plus rapidement possible par l'attribution d'une décoration coloniale.

Pour répondre au désir manifesté à ce sujet par les hautes autorités intéressées, il a été décidé de reprendre l'examen des propositions pour les divers ordres coloniaux actuellement existants.

Il apparaît cependant qu'en ce qui concerne l'Afrique noire française et la Côte française des Somalis, les modalités d'attribution des décorations coloniales attachées en propre à ces colonies (Etoile noire du Benin pour la première, et Nichan El Anouar pour la seconde) ne permettront d'atteindre qu'imparfaitement le résultat actuellement recherché.

D'une part, en effet, il convient de conserver à ces ordres coloniaux le caractère limité que leur confère le décret du 14 juillet 1933 qui spécifie que ces décorations doivent être réservées aux personnes apportant « une contribution à l'œuvre de la France d'outre-mer ».

D'autre part, leur attribution ne peut être prononcée que par décret, dans la limite des contingents dont dispose mon département.

Dans ces conditions, j'estime désirable la création d'une médaille analogue aux ordres locaux existant actuellement en Indochine et dont les règles d'attribution seraient à la fois plus larges et plus simples que celles des ordres coloniaux.

Cette décoration serait destinée à récompenser ceux qui se distinguent en Afrique noire et en Côte française des Somalis et prennent en particulier une part active à la lutte contre les influences étrangères dont ces colonies ont été et demeurent encore l'objet.

Pour éviter de créer un nouvel ordre colonial et pour simplifier les règles d'attribution de cette récompense, la nouvelle décoration aurait un caractère strictement local et serait conférée par le haut commissaire de l'Afrique française et par le gouverneur de la Côte française des Somalis. Elle prendrait le nom de « Médaille du mérite de l'Afrique noire française » et ne comporterait ni grades, ni hiérarchie.

Le présent décret tend à la réalisation de ce projet.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien le revêtir de votre signature si vous en approuvez la teneur.

Veuillez agréer, monsieur le Maréchal, l'hommage de mon profond respect.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une médaille dite Médaille du mérite de l'Afrique noire française, destinée à récompenser les actes de courage, la distinction des services et les marques de loyauté du personnel européen et indigène de toutes catégories dans les territoires de l'Afrique noire et de la Côte française des Somalis.

ART. 2. — La médaille du mérite de l'Afrique noire française ne comporte ni classes, ni hiérarchie.

Par délégation du secrétaire d'Etat aux colonies, elle est attribuée par le haut commissaire de l'Afrique française et le gouverneur de la Côte française des Somalis qui déterminent par arrêtés locaux, suivant les instructions du secrétaire d'Etat aux colonies, les modalités de cette attribution.

ART. 3. — La décoration se portera dans les colonies, pays de protectorat et pays sous mandat français. Elle sera placée devant les décorations ou ordres des pays de protectorat et des pays étrangers.

ART. 4. — Le modèle de la médaille est le suivant :  
A l'avvers, épée de style touareg symbolisant la défense loyale et la protection du pays.

Au revers, ancre, croissant, étoile à cinq branches symbolisant pour le passé et le présent la part prise dans la colonisation par la marine, les troupes coloniales, l'administration et les populations autochtones.

Bélière à étranglement anguleux rappelant l'anse de certaines ferronneries indigènes et le cimier de quelques masques de l'Afrique centrale.

Bordure avers et revers : saillante, avec motif géométrique prolongé sur la bélière, reproduisant des dessins d'étoffes ou de vanneries soudanaises.

La médaille est en bronze d'art.

Le ruban de 37 millimètres de largeur est à fond bleu pâle avec rayures latérales rouges et vertes.

ART. 5. — Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 26 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le général d'armée,  
commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*

Général HUNTZIGER.

*L'amiral de la flotte,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires  
étrangères et à l'intérieur,*

Amiral DARLAN.

#### Budget local 1941

ARRETE N° 466 promulguant au Togo le décret du 28 juin 1941 portant approbation du budget local du Togo (exercice 1941).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 28 juin 1941;

Vu les instructions en date du 8 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 juin 1941 portant approbation du budget local du Togo (exercice 1941).



ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de France, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget local du Togo pour l'exercice 1941 arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 50.144.000 francs.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 28 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Corps civil de l'Inspection des colonies

ARRETE N° 502 promulguant au Togo la loi du 28 juin 1941 fixant le statut du corps civil de l'inspection des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 28 juin 1941;

Vu les instructions en date du 22 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 28 juin 1941 fixant le statut du corps civil de l'inspection des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les membres du corps civil de l'inspection des colonies créé par la loi du 19 septembre 1940 auront pour statut personnel commun (positions, avantages pécuniaires, pensions, etc.) le statut qui régissait le personnel parmi lequel s'est recruté ledit corps à sa formation.

ART. 2. — Les dispositions ci-dessus auront effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 1941.

Les dispositions statutaires particulières en ce qui concerne notamment le recrutement, la fixation des effectifs, la hiérarchie, l'avancement, la discipline, feront l'objet de décrets ultérieurs.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Personnel colonial

ARRETE N° 503 promulguant au Togo le décret du 30 juin 1941 sur la solde et accessoires de solde du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 30 juin 1941;

Vu les instructions en date du 22 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 juin 1941 sur la solde et accessoires de solde du personnel colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 11 juillet 1936;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif annexé à l'article 103 (nouveau) du décret du 2 mars 1910 (§ 10. — Indemnités pour perte d'effets) est abrogé et remplacé par le suivant :

DÉSIGNATION des CATÉGORIES	PERTE TOTALE	PERTE PARTIELLE n° 1	PERTE PARTIELLE n° 2
	francs	francs	francs
Gouverneur général	24.000	16.000	8.000
1 <sup>re</sup> catégorie A . . .	18.000	12.000	5.600
1 <sup>re</sup> catégorie B . . .	14.400	8.000	4.000
2 <sup>e</sup> catégorie . . . . .	12.000	7.200	3.200
3 <sup>e</sup> catégorie . . . . .	9.600	5.600	2.600
4 <sup>e</sup> catégorie . . . . .	7.200	4.800	2.000
5 <sup>e</sup> catégorie . . . . .			
6 <sup>e</sup> catégorie . . . . .			

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Fait à Vichy, le 30 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Produits naturels du Togo

ARRETE N° 504 promulguant au Togo le décret du 10 juillet 1941 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 juin 1929 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels dans le territoire du Togo, promulgué au Togo le 23 juillet 1929;

Vu le décret du 10 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 22 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 juillet 1941 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies et du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice;

Vu le décret du 6 mars 1877 portant que les dispositions du code pénal sont rendues applicables dans les colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable aux territoires du Togo et du Cameroun;

Vu le décret du 13 juin 1929 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels dans les territoires du Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un haut-commissariat de l'Afrique française;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 13 juin 1929 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels dans les territoires du Togo est abrogé.

ART. 2. — Le Commissaire de France au Togo peut, en vue de l'amélioration et de la protection de l'agriculture et de l'élevage, de la préparation et de la circulation des produits agricoles, de cueillette et d'élevage, de l'organisation des transactions sur ces produits, de la conservation et de la sélection des semences, ainsi que de la constitution de réserves de denrées de première nécessité, prendre en conseil d'administration, après avoir consulté la chambre de commerce et les conseils de notables, des arrêtés qui ne deviendront exécutoires qu'après approbation du haut commissaire de l'Afrique française en conseil de gouvernement ou en commission permanente de ce conseil.

ART. 3. — Les infractions aux arrêtés pris en conformité de l'article 2 ci-dessus seront réprimées par l'amende de 50 à 500 francs et l'emprisonnement de six jours à un mois de prison ou par l'une de ces deux peines seulement.

En outre, les produits vendus, transportés ou détenus par les contrevenants pourront être saisis et confisqués.

ART. 4. — Les contraventions constatées à l'exportation par le service des douanes seront poursuivies suivant les règles spéciales de ce service.

ART. 5. — L'article 463 du code pénal sera applicable.

ART. 6. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 10 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.*

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.*

**Divorce**

**ARRETE N° 467 promulguant au Togo le décret du 15 juillet 1941 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions de la loi du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1940 appliquant à plusieurs territoires et colonies le décret du 29 novembre 1939 modifiant l'article 310 du code civil, promulgué au Togo le 28 mars 1940;

Vu le décret du 15 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 13 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 juillet 1941 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions de la loi du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps;

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont déclarées applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions de la loi du 2 avril 1941 modifiant ou complétant les articles 229, 230, 231, 233, 238 (alinéa 5), 239, 246 (alinéas 1 et 2), 248 (alinéa 3), 249, 301, 306 (alinéa 1), 308 et 310 (alinéa 1) du code civil ainsi que l'article 879 du code de procédure civile relatifs au divorce et à la séparation de corps, portant suppression de la modification apportée à l'article 310 du code civil par le décret-loi du 29 novembre 1939 et réprimant les offres de service par voie de publicité en vue de faire engager ou poursuivre une procédure de divorce ou de séparation de corps.

**ART. 2.** — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le contre-amiral secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié

au Journal officiel de l'Etat français et des territoires intéressés.

Fait à Vichy, le 15 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.

Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,  
Charles PLATON.

**LOI du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps.**

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le chapitre 1<sup>er</sup> du titre si-xième du code civil intitulé « Des causes du divorce » est rédigé comme suit :

« Art. 229. — Le mari pourra demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme.

« Art. 230. — La femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari.

« Art. 231. — La condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce.

« Art. 232. — En dehors des cas prévus aux articles 229, 230 et 231 du présent code, les juges ne peuvent prononcer le divorce, à la demande de l'un des époux, que pour excès, sévices ou injures de l'un envers l'autre, lorsque ces faits constituent une violation grave ou renouvelée des devoirs et obligations résultant du mariage et rendent intolérable le maintien de la vie conjugale.

« Art. 233. — Aucune demande en divorce ne sera reçue pendant un délai de trois ans à dater du jour de la célébration du mariage ».

**ART. 2.** — Les articles 238 (alinéa 5), 239, 246 (alinéas 1<sup>er</sup> et 2), 248 (alinéa 3), 249, 306 (alinéa 1<sup>er</sup>), 308 et 310 (alinéa 1<sup>er</sup>) sont rédigés comme suit :

« Art. 238 (alinéa 5). — Avant d'autoriser le demandeur à citer, le juge peut, suivant les circonstances et sauf à ordonner les mesures provisoires nécessaires, ajourner les parties à une date qui n'excédera pas une année. Ce délai pourra être renouvelé, sans toutefois que sa durée totale puisse dépasser deux années.

« Art. 239. — La cause est instruite en la forme ordinaire et débattue en chambre du conseil, le ministère public entendu. Le jugement est rendu en audience publique.

« Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

« Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

« La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2.000 frs. édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

« Art. 246 (alinéas 1<sup>er</sup> et 2). — Lorsque la demande en divorce a été formée pour toute autre cause que celle qui est prévue par l'article 231, le tribunal, encore que cette demande soit bien établie, peut ne pas prononcer immédiatement le divorce.

« Dans ce cas, il maintient ou prescrit l'habitation séparée et les mesures provisoires pendant un délai qui ne peut excéder deux ans.

« Art. 248 (alinéa 3). — En cas d'appel, la cause est débattue en chambre du conseil. L'arrêt est rendu en audience publique.

« Art. 249. — Le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement, à moins qu'il n'ait été rendu sur conversion de séparation de corps à la demande de l'époux au profit duquel la séparation de corps a été prononcée.

« Art. 306 (alinéa 1<sup>er</sup>). — Dans le cas où il y a lieu à demande en divorce, il sera loisible aux époux de former une demande en séparation de corps. L'article 233 n'est pas applicable à la demande en séparation de corps.

« Art. 308. — Les articles 247 et 248 du code civil sont applicables à la procédure de séparation de corps.

« Art. 310 (alinéa 1<sup>er</sup>). — Lorsque la séparation de corps aura duré trois ans, le jugement sera de droit converti en jugement de divorce à la demande de l'époux au profit duquel la séparation de corps a été prononcée, et pourra l'être à la demande de l'époux contre lequel celle-ci est intervenue ».

ART. 3. — L'article 301 du code civil est complété par les dispositions suivantes, qui formeront le second alinéa de cet article :

« Indépendamment de toutes autres réparations dues par l'époux contre lequel le divorce a été prononcé, les juges pourront allouer au conjoint qui a obtenu le divorce des dommages-intérêts pour le préjudice matériel ou moral à lui causé par la dissolution du mariage ».

ART. 4. — L'article 879 du code de procédure civile est modifié ainsi qu'il suit :

« La cause sera instruite et jugée dans les conditions prévues par l'article 239 du code civil ».

ART. 5. — Sera punie d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 10.000 francs toute personne convaincue d'avoir offert ou fait offrir ses services soit par la voie de la presse ou par affichage, soit, d'une façon habituelle, par lettres, circulaires, visites, toutes autres démarches ou tout moyen de publicité en vue de faire engager ou poursuivre une procédure de divorce ou de séparation de corps.

ART. 6. — Le décret du 29 novembre 1939, modifiant à titre temporaire l'article 310 du code civil, est abrogé. Il ne pourra être à l'avenir prononcé de conversion de séparation de corps ou de divorce que dans les conditions et le délai fixés par l'article 310. Il ne sera statué sur les demandes de conversion déjà introduites en vertu du décret précité à la date de l'entrée en vigueur du présent décret et qui n'ont pas fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée, qu'à l'expiration du susdit délai.

ART. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 2 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat à la famille  
et à la santé,*  
Jacques CHEVALIER.

## Budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo

ARRETE N° 508 promulguant au Togo le décret du 15 juillet 1941 approuvant le budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 15 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 13 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 juillet 1941 approuvant le budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1941.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de France au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1941, arrêté en recettes et en dépenses à 13.868.000 francs.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 15 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

## Prohibitions de sortie

ARRETE N° 505 promulguant au Togo les arrêtés ministériels du 16 juillet 1941 modifiant la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie de certaines marchandises, promulgué au Togo le 5 mars 1941, ensemble les actes modificatifs subséquents;

Vu les arrêtés ministériels du 16 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 25 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETÉ :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les arrêtés ministériels du 16 juillet 1941 modifiant la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1941.

J. DELPECH.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu la loi du 29 mai 1941;

Vu le code des douanes;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises est modifiée et complétée comme suit :

NUMÉROS du tarif douanier	DÉSIGNATION des marchandises	MINISTÈRES responsables
112-1 à 8	Huiles volatiles ou essences . . .	P.
112-11	Santalol . . . . .	P.
112-12	Anéthol . . . . .	P.
112-13	Safrol . . . . .	P.
112-14	Résinoïdes, eugénol, isosafrol, carbures terpénés . . . . .	P.

Fait à Vichy, le 16 juillet 1941.

Yves BOUTHILLIER.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu la loi du 29 mai 1941;

Vu le code des douanes;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises est complétée comme suit :

NUMÉROS du tarif douanier	DÉSIGNATION des marchandises	MINISTÈRES responsables
174 bis	Liqueurs. . . . .	A.

Fait à Vichy, le 16 juillet 1941.

Yves BOUTHILLIER.

### Liberté de la presse

ARRETE No 506 promulguant au Togo la loi du 26 juillet 1941 complétant, en ce qui concerne les colonies et territoires sous mandat, la loi du 29 juillet 1881 (article 26), modifiée par la loi du 29 mai 1941, sur la liberté de la presse.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 29 mai 1941 sur la liberté de la presse, promulguée au Togo le 9 juillet 1941;

Vu la loi du 26 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 22 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 26 juillet 1941 complétant, en ce qui concerne les colonies et territoires sous mandat, la loi du 29 juillet 1881 (article 26), modifiée par la loi du 29 mai 1941 sur la liberté de la presse.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — En ce qui concerne les colonies et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, il est ajouté à l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881, modifiée par la loi du 29 mai 1941, un alinéa 2 ainsi conçu :

« Sera punie des mêmes peines l'offense par gestes envers le Chef de l'Etat lorsqu'elle aura été commise publiquement ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 26 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.

## Sûreté de l'Etat en temps de guerre

ARRETE N° 507 promulguant au Togo le décret du 7 août 1941 étendant aux territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies le décret du 8 juillet 1941 portant interdiction de l'édition, de la diffusion et de la vente des hymnes, chants ou poèmes d'inspiration communiste ou anarchiste.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 7 août 1941;

Vu les instructions en date du 25 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 août 1941 étendant aux territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies le décret du 8 juillet 1941 portant interdiction de l'édition, de la diffusion et de la vente des hymnes, chants ou poèmes d'inspiration communiste ou anarchiste.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 8 juillet 1941 portant interdiction de l'édition, de la diffusion et de la vente des hymnes, chants ou poèmes d'inspiration communiste ou anarchiste;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions du décret du 8 juillet 1941 portant interdiction de l'édition, de la diffusion et de la vente des hymnes, chants ou poèmes d'inspiration communiste ou anarchiste.

ART. 2. — Les pouvoirs dévolus au préfet de police et aux préfets par l'article 2 du décret du 8 juillet 1941 seront exercés par le gouverneur général dans les colonies groupées en fédération, par le gouverneur, le commissaire de la République ou l'administrateur dans les territoires autonomes.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 7 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

DECRET du 8 juillet 1941 portant interdiction de l'édition, de la diffusion et de la vente des hymnes, chants ou poèmes d'inspiration communiste ou anarchiste.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 9 août 1939 sur l'Etat de siège;

Vu le décret du 24 août 1939, sur le contrôle de la presse et des publications;

Vu le décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes;

Sur la proposition de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'édition, la diffusion, par quelque moyen que ce soit (partitions musicales, disques phonographiques, etc.) et la vente au public d'hymnes, de chants ou de poèmes d'inspiration communiste ou anarchiste sont interdites.

ART. 2. — Le préfet de police à Paris, et les préfets dans les départements procéderont à la saisie des partitions, disques phonographiques, etc., de cette nature, et déféreront les propagandistes et leurs complices devant la juridiction répressive.

ART. 3. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

ART. 4. — L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Vichy, le 8 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,  
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
Amiral DARLAN.

LOI du 29 mai 1941 sur la liberté de la presse.

Rectificatif au journal officiel du Togo du 16 juillet 1941.

Page 363 (sommaire) 2<sup>e</sup> colonne

Au lieu de :

27 mai — loi modifiant et complétant . . . . .

Lire :

29 mai — loi modifiant et complétant . . . . .

Page 371, 2<sup>e</sup> colonne

Au lieu de :

1) Arrêté n° 343 promulguant au Togo la loi du 27 mai 1941 sur la liberté de la presse,

2) Vu la loi du 27 mai 1941,

Lire :

1) Arrêté n° 343 promulguant au Togo la loi du 29 mai 1941 sur la liberté de la presse.

2) Vu la loi du 29 mai 1941.

Page 372, 1<sup>re</sup> colonne, 4<sup>e</sup> ligne

Au lieu de :

du 27 mai 1941 . . . . .

Lire :

du 29 mai 1941 . . . . .

Page 372, 2<sup>e</sup> colonne, 3<sup>e</sup> ligne

Au lieu de :

Fait à Vichy, le 27 mai 1941,

Lire :

Fait à Vichy, le 29 mai 1941.



**DECRET du 28 mai 1941 portant prohibition de sortie.**

Rectificatif au journal officiel du Togo du 1<sup>er</sup> septembre 1941.

Page 451 (tableau) 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> colonnes

*Au lieu de :*

459 B, 1 — Crêpes spéciaux pour deuil, etc.

*Lire :*

459 B, 1 à 13 — Crêpes.

Mêmes colonnes

*Au lieu de :*

459 G, 1 — Crêpes spéciaux pour deuil, etc.

*Lire :*

459 G, 1 à 7 — Crêpes.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Véhicules automobiles à gazogène

**ARRETE** N° 485 promulguant au Togo l'arrêté n° 1170 T. P. en date du 1<sup>er</sup> avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française réglementant la mise en circulation des véhicules automobiles à gazogène et la construction des gazogènes pour véhicules automobiles et installations fixes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au territoire du Togo la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'A. O. F., fixée par le décret du 21 juin 1934, rectifié par celui du 14 février 1935;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application dans le territoire sous mandat du Togo du décret du 21 juin 1934 précité;

Vu l'arrêté n° 108 du 11 février 1939 portant modification de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 susvisé;

Vu le télégramme-lettre n° 271 A. P./I en date du 4 juin 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté n° 1170 T. P. en date du 1<sup>er</sup> avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française réglementant la mise en circulation des véhicules automobiles à gazogène et la construction des gazogènes pour véhicules automobiles et installations fixes.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 août 1941.

J. DELPECH.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 21 juin 1934, réglementant la circulation routière en A. O. F., complété par le décret du 6 mars 1936, ensemble l'arrêté d'application du 13 avril 1935 et les textes qui l'ont modifié, notamment l'arrêté du 14 avril 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant réglementation de la loi du 11 juillet 1938 dans les Territoires d'outre-mer, dépendant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté du 2 septembre 1939, réglementant le régime des combustibles liquides;

Sur la proposition de l'ingénieur général, inspecteur général des travaux publics;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

### ARRETE :

#### TITRE PREMIER

#### MISE EN CIRCULATION DES VÉHICULES AUTOMOBILES A GAZOGÈNE

**ARTICLE PREMIER.** — Indépendamment des obligations imposées à tous les véhicules automobiles par le décret du 21 juin 1934, réglementant la circulation routière en Afrique occidentale française et par les arrêtés subséquents, la mise en circulation des véhicules automobiles à gazogène est soumise aux dispositions ci-après qui concernent :

- d'une part le gazogène lui-même;
- d'autre part son installation sur le véhicule.

**ART. 2.** — L'autorisation de mise en circulation d'un véhicule à gazogène construit et équipé en France, est accordée au vu des procès-verbaux de réception délivrés dans la Métropole en application simultanée de la réglementation routière (décret du 20 août 1939) et de la réglementation spéciale aux gazogènes (arrêtés du 18 septembre 1940 sur les conditions de mise en circulation et équipement des véhicules à gazogènes, et sur l'homologation des gazogènes pour véhicules automobiles).

**ART. 3.** — La mise en circulation d'un véhicule neuf transformé à la colonie pour la marche sur gazogène, et le maintien en circulation après transformation pour la marche sur gazogène d'un véhicule déjà immatriculé à la colonie sont subordonnés, conformément aux dispositions de l'arrêté général du 13 avril 1935, fixant les modalités d'application du décret du 21 juin 1934, à une réception prononcée par l'autorité administrative.

La demande que le propriétaire du véhicule doit adresser à cette fin au gouverneur de la colonie ou au chef du territoire devra, en plus des pièces visées à l'arrêté précité, être accompagnée des documents ci-après :

- 1<sup>o</sup> — Une copie, *certifiée conforme par le constructeur*, du procès-verbal d'homologation du type de gazogène installé sur le véhicule, que cette homologation eut été prononcée en France ou en Algérie, en application de la réglementation spéciale à la matière, ou qu'elle ait été prononcée en Afrique occidentale française en application des dispositions du titre II ci-après;

2° — Un *certificat dudit constructeur*, attestant que l'appareil est conforme au type homologué;

3° — Si l'appareil est de construction locale, une *licence d'équipement* délivrée dans les conditions de l'article 8 ci-après;

4° — Une note précisant les transformations apportées au moteur d'origine.

La réception ne sera prononcée que si cette dernière transformation ne présente aucun danger, et si le montage et l'équipement du gazogène sur le véhicule répondent aux conditions de sécurité imposées à l'article 4 du présent arrêté.

L'homologation du type de gazogène n'est toutefois pas exigée pour les équipements d'invention locale montés sur des véhicules utilisés par le constructeur, pour ses besoins propres, sans toutefois que cette tolérance puisse s'étendre à plus de deux équipements par type de gazogène.

ART. 4. — *Conditions de sécurité.* — Tout véhicule automobile à gazogène mis en circulation devra obligatoirement satisfaire aux conditions de sécurité suivantes :

Les gazogènes et leurs tuyauteries devront être établis et montés de manière à ne pas subir de déformation du fait du fléchissement possible du châssis en service normal. En particulier, les joints d'assemblage ne devront pas être exposés, de ce fait, à des efforts tels qu'il puisse en résulter des rentrées d'air ou des fuites de gaz.

L'installation devra être protégée par un dispositif approprié contre le risque d'une explosion intérieure consécutive à un retour de flamme provenant du moteur.

L'équipement devra être monté de manière qu'aucune de ses parties ne se trouve, pour la charge maximum du châssis, à une hauteur au-dessus du sol inférieur à 25 centimètres si elle est placée entre les essieux ou à 30 centimètres en cas contraire.

Toutes précautions utiles seront prises :

1° — Pour éviter les risques d'accumulation de gaz toxiques aux abords du gazogène et le passage de ces gaz à l'intérieur de la carrosserie si celle-ci est fermée;

2° — Pour isoler le gazogène de la carrosserie en vue d'éviter les dangers d'incendie, des espaces suffisants seront ménagés à cet effet; toutes les parties susceptibles de subir un échauffement notable devront être, soit calorifugées en conséquence, soit éloignées de plus de 20 centimètres des parties en bois de la carrosserie et de plus de 10 centimètres des parties métalliques de cette dernière ou du châssis.

Ces minima pourront être ramenés respectivement à 8 centimètres et à 5 centimètres lorsqu'il y aura interposition d'une paroi constituée par deux tôles enserrant une couche en matière isolante de 6 millimètres d'épaisseur, avec libre circulation d'air entre cette paroi et la surface à protéger, d'une part, ainsi qu'entre cette paroi et le gazogène, d'autre part. En outre, les parties susceptibles de subir un échauffement notable et avec lesquelles le public risquerait de venir en contact au cours du service normal du véhicule devront être soit calorifugées, soit protégées par un grillage convenablement placé.

Si le véhicule comporte une installation permettant de faire fonctionner le moteur en l'alimentant avec un combustible liquide, le réservoir devra pouvoir être isolé du carburateur par un robinet manœuvrable par le conducteur depuis son siège.

## TITRE II

### HOMOLOGATION DES GAZOGÈNES POUR VÉHICULES AUTOMOBILES

ART. 5. — *Dispositions techniques.* — Le cahier des charges, approuvé par le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail (annexé à l'arrêté du 18 septembre 1940 et au présent arrêté) est, en principe, applicable à la fabrication locale des gazogènes.

Deux cas sont à considérer :

a) *Gazogènes construits à la colonie suivant un type homologué en France ou en Algérie.* — La demande d'homologation, adressée au Gouverneur général, Haut-Commissaire, sous couvert du gouverneur de la colonie ou du chef du territoire où se trouve l'atelier de fabrication, doit comporter :

1° — Un *dossier technique émanant du constructeur de France ou d'Algérie* comprenant :

— une copie certifiée conforme du procès-verbal d'homologation du gazogène,

— une notice descriptive faisant ressortir les caractéristiques de l'appareil, notamment en ce qui concerne les diverses conditions techniques du cahier des charges visé ci-dessus,

— une collection de plans cotés en deux exemplaires,

— un schéma indiquant la réalisation du montage et les organes qui pourront être éventuellement modifiés en vue de leur adaptation aux carrosseries des véhicules à équiper,

— une copie de la licence de fabrication concédée par le constructeur de France ou d'Algérie au constructeur local.

2° — *L'engagement du constructeur local :*

D'exécuter strictement le modèle métropolitain. Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Haut-Commissaire si elles sont imposées par les possibilités locales de ravitaillement et si elles ne visent que les normalisations exigées à la Métropole ou les spécifications de certains matériaux de construction.

b) *Gazogènes d'invention locale.* — La demande d'homologation est comme ci-dessus adressée au Gouverneur général, Haut-Commissaire, sous couvert du gouverneur de la colonie ou du chef du territoire où se trouve l'atelier de fabrication.

Elle précisera la ou les classes et la catégorie pour laquelle l'homologation est demandée.

Cette demande sera appuyée d'une note descriptive, d'une collection de plans cotés en deux exemplaires, d'un schéma de montage, établis suivant les indications ci-dessus.

*Classes, catégories.* — Pour l'homologation, les gazogènes sont répartis suivant la nature des combustibles utilisés dans les classes suivantes :

*Classe A.* — Gazogènes à bois;

*Classe B.* — Gazogènes à charbon de bois;

*Classe C.* — Gazogènes à combustibles minéraux solides utilisés seuls ou mélangés avec des combustibles végétaux.

Dans chaque classe on distinguera cinq catégories établies d'après la puissance des moteurs que les gazogènes peuvent alimenter.

1<sup>re</sup> *catégorie.* — Gazogènes pour moteurs dont la cylindrée-minute est inférieure ou égale à 2.500 litres.

2<sup>e</sup> *catégorie.* — Gazogènes pour moteurs dont la cylindrée-minute est comprise entre 2.500 et 4.000 litres.

3<sup>e</sup> catégorie. — Gazogènes pour moteurs dont la cylindrée-minute est comprise entre 4.000 et 6.000 litres.

4<sup>e</sup> catégorie. — Gazogènes pour moteurs dont la cylindrée-minute est comprise entre 6.000 et 8.000 litres.

5<sup>e</sup> catégorie. — Gazogènes pour moteurs dont la cylindrée-minute est supérieure à 8.000 litres.

Par définition, la cylindrée-minute d'un moteur est égale au produit de la cylindrée ou de la moitié de la cylindrée (suivant qu'il s'agit d'un moteur à deux temps ou à quatre temps), par le nombre de tours-minute correspondant au régime normal d'utilisation et à pleine admission.

Le poids du générateur et de ses organes annexes en ordre de marche non compris le chargement du combustible doit être inférieur à :

350 kilogrammes pour la 1<sup>re</sup> catégorie;

400 kilogrammes pour la 2<sup>e</sup> catégorie;

500 kilogrammes pour la 3<sup>e</sup> catégorie;

600 kilogrammes pour la 4<sup>e</sup> catégorie;

700 kilogrammes pour la 5<sup>e</sup> catégorie.

*Epreuves d'homologation.* — Le demandeur devra présenter au service des travaux publics, et au jour fixé par cet organisme :

1<sup>o</sup> — Un appareil prototype démonté;

2<sup>o</sup> — Un appareil monté sur un véhicule dont le moteur correspond à la catégorie pour laquelle l'homologation est demandée.

L'appareil sera soumis à un examen des détails de construction permettant de s'assurer que les conditions fixées par le cahier des charges approuvé par le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail (annexé à l'arrêté du 18 septembre 1940), ont été respectées, notamment en ce qui concerne : la résistance à la corrosion, les facilités d'entretien.

L'essai de fonctionnement sera fait avec le combustible correspondant à la classe dans laquelle l'homologation du gazogène est demandée. Ce combustible sera fourni par le demandeur.

L'essai de fonctionnement, dont les modalités sont fixées par le cahier des charges susvisé, a pour objet de vérifier les conditions d'utilisation normale et, en particulier : la facilité de démarrage, la facilité de nettoyage du cendrier.

Lorsque le fonctionnaire chargé de vérifier l'appareil aura constaté que ce dernier satisfait aux prescriptions du présent arrêté, il dressera de ses opérations un procès-verbal dont une expédition sera remise au demandeur. Ce procès-verbal vaudra homologation provisoire et l'appareil examiné sera autorisé à fonctionner pendant trois mois sous le contrôle du service des travaux publics. Il pourra être exigé qu'un fonctionnaire de ce service effectue sur le véhicule équipé un ou plusieurs voyages portant sur un nombre de kilomètres à fixer.

Après cette période d'utilisation, il sera procédé à un deuxième examen portant sur les organes du gazogène et du véhicule et, éventuellement, à un essai de fonctionnement.

Si cet examen est favorable, le dossier sera adressé au Gouverneur général, Haut-Commissaire, en vue de l'homologation définitive. En attendant cette homologation, l'appareil sera autorisé à fonctionner.

ART. 6. — *Livraison des gazogènes.* — Chaque gazogène livré, quels que soient son origine et son mode de construction, doit être accompagné :

1<sup>o</sup> — D'une copie certifiée conforme par le constructeur du procès-verbal d'homologation du type de gazogène;

2<sup>o</sup> — D'un certificat du constructeur attestant que l'appareil est entièrement conforme au type.

### TITRE III

#### CONDITIONS DE FABRICATION A LA COLONIE DES GAZOGÈNES POUR VÉHICULES AUTOMOBILES ET POUR INSTALLATIONS FIXES

ART. 7. — Sous réserve de l'observation des conditions techniques indiquées ci-dessus, la fabrication à la colonie des gazogènes pour véhicules automobiles reste libre; cependant, l'administration conserve provisoirement, et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1943, le droit de fixer les priorités de fabrication, eu égard à l'intérêt national que comporte l'équipement considéré.

Cette priorité s'étend également à la construction des gazogènes pour installations fixes. Elle est fixée dans les conditions ci-dessous.

ART. 8. — Tout usager qui désire transformer un véhicule automobile pour l'équiper avec un gazogène de fabrication locale ou bien transformer ou équiper dans les mêmes conditions une installation fixe, doit être possesseur d'une licence d'équipement délivrée par le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, sauf délégation expresse accordée aux gouverneurs des colonies ou chefs de territoire.

La demande doit indiquer : la marque et le type du véhicule ou du moteur fixe à équiper, sa destination, la nature du service auquel il est affecté.

Elle doit comporter l'engagement d'installer l'équipement sur le véhicule ou sur le moteur fixe décrit et non sur un autre, et si possible, l'indication du constructeur chargé de la fabrication.

La licence est accordée dans l'une des 3 classes d'urgence ci-dessous :

Classe A fabrication prioritaire;

Classe B fabrication de première urgence;

Classe C fabrication de deuxième urgence.

La possession de ladite licence ne dispense pas l'acquéreur ou le vendeur de l'équipement de l'observation de toutes les dispositions réglementaires concernant l'achat ou la vente des véhicules automobiles en général.

ART. 9. — *Obligations concernant les constructeurs.*

— Nul constructeur ne peut mettre un équipement en fabrication si son client ne présente pas une licence administrative.

Au début de chaque mois, le constructeur doit fournir à l'autorité administrative, pour être transmis au Gouverneur général, Haut-Commissaire :

1<sup>o</sup> — La liste des commandes, dans les catégories A, B et C qu'il a enregistrées au cours du mois précédent, et qui ne sont pas encore entamées;

2<sup>o</sup> — La liste des fabrications qu'il a entamées au cours du mois précédent;

3<sup>o</sup> — L'indication du nombre des fabrications qu'il peut entamer au cours du mois.

Le Gouverneur général, Haut-Commissaire, lui fixe alors le contingent relatif à chaque catégorie A, B, C, qu'il sera autorisé à entamer. Ce contingent peut être nul pour une certaine catégorie, quel que soit le nombre des autorisations délivrées. Dans chaque catégorie, le constructeur exécute dans l'ordre d'enregistrement des commandes. Il doit, à cet effet, tenir un registre qui peut être contrôlé par le service administratif compétent.

## TITRE IV

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 10. — Les dispositions du présent arrêté seront intégralement applicables à dater du 1<sup>er</sup> mai 1941.

Toutefois, l'application de la clause du cahier des charges, relative à la mise en route directement sur le gaz, ne deviendra effective :

— qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942 pour la réception des gazogènes;

— qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942 pour les gazogènes déjà en service.

A titre transitoire, des types de gazogènes ne satisfaisant pas aux prescriptions du présent arrêté peuvent être homologués s'ils ont donné lieu à des essais jugés satisfaisants par le service chargé de leur vérification.

Les homologations ainsi prononcées ne sont valables que pour les gazogènes équipant des véhicules dont la déclaration de mise en circulation est antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1941.

ART. 11. — Les infractions au présent arrêté seront déferées aux tribunaux de simple police et passibles des peines prévues par l'article 44 du décret du 21 juin 1934 portant réglementation de la circulation routière en A. O. F., complété par le décret du 6 mars 1936.

ART. 12. — Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar, et dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 1<sup>er</sup> avril 1941.

P. BOISSON.

ANNEXE à l'arrêté n° 1170 du 1<sup>er</sup> avril 1941.

## I. — CAHIER DES CHARGES

I. — EXAMEN DES DÉTAILS DE CONSTRUCTION  
DE L'APPAREIL  
*Normalisation*

Pour toutes les classes de gazogènes, les pièces pour lesquelles des normes ont été établies par le bureau des normalisations de l'automobile, telles que axes, rondelles, boulons, écrous, goupilles, etc..., doivent être conformes à ces normes.

En outre, pour les classes B et C, toutes les pièces dont les schémas sont donnés dans le présent recueil seront normalisées suivant les indications portées sur ces schémas.

*Résistance à la corrosion*

Toutes les parties de l'installation exposées à un risque d'altération par des agents acides ou oxydants doivent pouvoir résister à cette altération, soit par leur nature, soit au moyen d'un revêtement protecteur.

*Facilité d'entretien*

Tous les organes démontables et, notamment, ceux qui exigent un nettoyage fréquent, doivent être d'un accès et d'un démontage faciles; leur démontage doit pouvoir se faire sans outillage spécial.

## II. — ESSAIS DE FONCTIONNEMENT

Ces essais de fonctionnement, qui comprendront une épreuve sur route, véhicule en charge, d'une durée de quatre heures, porteront sur les points suivants :

*Facilités de démarrage.* — Le moteur devra pouvoir être mis en route directement sur le gaz.

Le constructeur sera tenu d'indiquer le temps maximum compris entre le moment où la flamme est présentée à l'orifice d'allumage du générateur et le moment où le moteur est capable de faire franchir au véhicule un madrier en bois de 20 centimètres de largeur, sur 8 centimètres d'épaisseur, posé sur le sol en contact avec les roues motrices.

Ce temps sera déterminé :

— d'une part au début de l'essai sur route (c'est-à-dire en partant d'un gazogène éteint et froid, garni de combustible frais);

— d'autre part, au cours ou à la fin du même essai, après un arrêt de deux heures.

*Facilité de vidange du cendrier.* — La vidange du cendrier doit pouvoir se faire à chaud et sans que l'on soit dans l'obligation de vider la trémie.

*Pureté du gaz.* — La quantité de poussière contenue dans le gaz ne devra à aucun moment de l'essai être supérieure à 10 milligrammes par mètre cube (1).

*Température du gaz.* — A son arrivée aux appareils d'épuration, la température du gaz ne doit pas excéder de plus de 70° la température ambiante.

*Pouvoir calorifique du gaz.* — Après un fonctionnement du moteur à son régime normal pendant trois minutes, le pouvoir calorifique supérieur du gaz ne doit pas être inférieur à 1.000 calories par mètre cube.

*Perméabilité du dispositif d'épuration.* — Pour un débit de gaz égal à 0,4 fois la cylindrée-minute, la perte de charge dans le dispositif d'épuration doit, même à la fin de l'essai de quatre heures sur route, être inférieure à 20 grammes par centimètre carré (1).

*Étanchéité du gazogène.* — Les ouvertures d'aspiration d'air du générateur de gaz et d'arrivée de gaz au mélangeur étant bouchées par des joints pleins, on crée à l'intérieur du gazogène une dépression de 100 grammes. On vérifie qu'au bout de cinq minutes la dépression est encore supérieure à 50 grammes.

## II. — RECUEIL DES NORMES

Les gazogènes à charbon de bois et charbon minéral destinés aux véhicules automobiles et mis en service après le 31 octobre 1940 devront tous avoir un certain nombre d'éléments normalisés.

Ces éléments normalisés seront :

Les axes, rondelles, goupilles, vis, écrous, boulons;  
Les tuyaux, coudes, brides et joints des diverses tuyauteries;

Les brides des mélangeurs et collecteurs;

Les portes étanches pour trémies;

Les portées de ces portes étanches;

Les étriers d'appui des portes étanches des trémies avec leurs pattes d'attache, boulon à œil, volant de serrage;

Les toiles métalliques des filtres de sécurité;

Les inscriptions des commandes relatives à la conduite du moteur quand ce dernier est alimenté au gaz.

Les axes, rondelles, goupilles, vis, écrous, boulons, seront rigoureusement conformes aux normes B N A

(1) Le chiffre est donné à titre indicatif. Il est susceptible de modification à la suite des essais actuellement en cours.

du bureau de normalisation de l'automobile, chacun des autres éléments énumérés ci-dessus devant être en tous points identiques à l'un de ceux figurés aux schémas de normalisation annexés au présent texte. D'autre part, les foyers et épurateurs cylindriques verticaux devront être munis, à la construction, de ferrures d'attache de dimension suffisante pour que l'on puisse les monter sur un châssis et régler la garde au sol sans être obligé de rapporter au montage de nouvelles ferrures sur le corps de l'appareil.

Le schéma repère D des normes donne le principe de réalisation de telles ferrures d'attache.

En ce qui concerne les portes étanches d'épurateurs et de foyers, ainsi que leur portée, étriers, pattes d'attache, l'emploi des normes, sans être obligatoire, est recommandé aux constructeurs.

Aucun type de gazogène ne pourra être admis à l'homologation par les services du ministère de la production industrielle s'il n'est rigoureusement conforme aux prescriptions ci-dessus.

*Approuvé en commission permanente  
du conseil de gouvernement le 1<sup>er</sup> avril 1941,*

#### Charte sportive de l'A. O. F. et du Togo

ARRETE N° 1509 F. fixant la charte sportive de l'Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920, 30 mars 1925 et 22 juin 1933;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 1311 en date du 14 avril 1941, portant création du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Après avis du directeur des sports au commissariat général de l'éducation générale et des sports, délégué du Commissaire général en mission;

ARRETE :

#### TITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER. — Toutes les associations sportives fonctionnent sous l'autorité permanente et directe du directeur du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo.

ART. 2. — *Constitution.* — Elles ne peuvent se former et exercer leur activité qu'après avoir obtenu l'agrément des gouverneurs des colonies intéressées, sur proposition du directeur du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo ou de son représentant local.

L'agrément peut être retiré par le gouverneur intéressé après avis du comité fédéral des sports de l'Afrique française et sur proposition du directeur du service de l'éducation générale et des sports.

La décision portant retrait entraîne la dissolution de l'association et la liquidation de ses biens, qui sont dévolus à une ou plusieurs associations similaires.

ART. 3. — Le choix des personnes qui, à titre quelconque, sont chargées de l'administration et de la direction des associations sportives, doit être approuvé, sur proposition du directeur du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo ou de son représentant local, par le gouverneur intéressé.

ART. 4. — *Affiliation.* — Chaque association sportive doit être affiliée au comité fédéral des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo.

#### TITRE II

##### COMITÉ FÉDÉRAL DES SPORTS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO (C. F. S. A. O. F. T.)

ART. 5. — Il est institué un comité fédéral des sports pour l'Afrique occidentale française et le Togo. Il a son siège à Dakar. Ce comité coordonne, contrôle et développe toutes les activités sportives sur les territoires relevant de l'autorité du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française.

ART. 6. — *Attributions.* — Il fait appliquer les règlements relatifs aux conditions générales d'organisation et de fonctionnement des compétitions sportives établis par le comité national des sports, sauf dérogations imposées par les conditions de lieu et de climat, qu'il lui appartient de définir.

Les dites dérogations sont soumises à l'homologation du directeur du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo.

ART. 7. — Le comité fédéral étudie toutes les questions qui lui sont soumises par le directeur du service de l'éducation générale et des sports et lui adresse toutes suggestions qu'il juge utiles, relatives à la réglementation et au développement du sport en Afrique française.

ART. 8. — Il fixe les perceptions qu'il sera habilité à prélever en vue de développer et d'encourager la pratique des sports (part sur les recettes faites par les associations à l'occasion des compétitions et rencontres sportives, cotisations d'affiliation, licences individuelles).

Il répartit les subventions qui lui sont allouées par le gouvernement général, après approbation par le directeur du service de l'éducation générale et des sports, du projet de répartition considéré.

ART. 9. — En cas d'infraction aux règlements du comité national des sports et des fédérations sportives nationales, le comité fédéral des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo prononce les amendes et sanctions disciplinaires applicables, selon les dits règlements, aux associations et à leurs membres qui ont contrevenu aux prescriptions édictées.

ART. 10. — *Commissions sportives.* — Le comité fédéral se compose de commissions sportives et d'une commission de l'éducation générale. Ces commissions sportives jouent, sur le plan colonial un rôle identique à celui dévolu aux fédérations nationales sur le territoire de la métropole.

La commission de l'éducation générale fera appliquer et contrôlera la doctrine d'éducation générale dans les établissements d'enseignement.

Il ne peut y avoir qu'une commission sportive par sport pratiqué.

ART. 11. — Chaque commission sportive est dirigée par un président assisté de deux membres, désignés par le directeur du service de l'éducation générale et des sports, sur proposition du directeur du comité fédéral. La commission de l'éducation générale est présidée de droit par le représentant de l'inspecteur général de l'enseignement.

ART. 12. — *Direction — Administration.* — La gestion du comité fédéral est assurée, sous l'autorité du directeur du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo, par un directeur assisté d'un secrétaire général et d'un trésorier, nommés par le gouverneur général, sur proposition du directeur du service de l'éducation générale et des sports. Les fonctions de directeur sont bénévoles. Les autres fonctions peuvent être rémunérées.

Leurs titulaires peuvent obtenir le remboursement de leurs frais de déplacement ou de mission, dans les conditions qui seront déterminées par les statuts.

ART. 13. — Il est constitué un conseil d'administration du comité fédéral, présidé par le directeur du service de l'éducation générale et des sports et composé du directeur du comité fédéral, du président de la commission de l'éducation générale, des officiers chefs des services de l'éducation physique dans les forces armées (terre, mer, air) et des présidents des commissions sportives.

Le conseil d'administration délibère sur le projet du budget et sur les comptes. Il est consulté sur les autres questions d'ordre général relatives à la réglementation des compétitions et rencontres sportives.

### TITRE III

#### COMITÉS LOCAUX

ART. 14. — Au siège de chaque colonie, le conseil fédéral est représenté par un comité local.

ART. 15. — Les comités locaux sont des organes d'exécution, de consultation et d'étude, dont l'activité s'exerce, sous l'autorité d'un président nommé par le gouverneur sur proposition du directeur du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo sur tout le territoire de la colonie intéressée. Elle comprendra, comme le comité fédéral, des commissions sportives et une commission de l'éducation générale, présidée obligatoirement par le chef du service de l'enseignement local, ou son représentant.

Pour ce qui concerne la nomination de leurs membres, les comités locaux sont soumis aux mêmes règles que celles fixées pour les associations sportives.

### TITRE IV

#### RÉUNIONS ET COMPÉTITIONS SPORTIVES

ART. 16. — Seuls, peuvent organiser des réunions et des compétitions les associations dûment agréées, le comité fédéral et les comités locaux des sports. Cependant, le directeur du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo ou son représentant dans une colonie du groupe peut autoriser d'autres personnes morales ou des personnes physiques à organiser de semblables manifestations et, à titre exceptionnel, des spectacles se réclamant d'un caractère sportif.

### TITRE V

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 17. — Le comité fédéral fixera, sous forme de *règlement* qui devra recevoir l'homologation du directeur du service de l'éducation générale et des sports, les mesures nécessaires pour assurer l'application du présent arrêté et toutes dispositions d'ordre administratif qu'il jugera utiles, notamment :

1° — Les formes de l'agrément des associations sportives;

2° — Les conditions générales d'organisation et de fonctionnement des associations sportives (en particulier les clauses qui devront obligatoirement figurer dans les statuts);

3° — Les conditions de délivrance de la licence sportive et le montant des droits perçus;

4° — La définition des saisons sportives;

5° — Le contrôle médical.

ART. 18. — Le secrétaire général du gouvernement général, le directeur du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo, l'inspecteur général de l'enseignement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 26 avril 1941.

Pour le gouverneur général en tournée :

*Le gouverneur des colonies,  
secrétaire général p. i. du gouvernement général,  
chargé de l'expédition des affaires,  
CHAPOULIE.*

#### Charbon de bois pour gazogène

ARRETE N° 2382 S. E. fixant les caractéristiques du charbon de bois pour gazogènes destinés à la traction automobile.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du haut commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Sur la proposition du directeur des services économiques;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le charbon de bois pour gazogènes destinés à la traction automobile sera vendu sous l'une des deux dénominations suivantes, à l'exclusion de tout autre :

a) Charbon de bois n° 1 pour gazogène;

b) Charbon de bois n° 2 pour gazogène.

ART. 2. — Le charbon de bois n° 1 est un mélange de morceaux dont les dimensions sont comprises entre 8 et 30 millimètres.



Le charbon de bois n° 2 est un mélange de morceaux dont les dimensions sont comprises entre 25 et 70 millimètres.

ART. 3. — Les deux produits ci-dessus définis devront répondre en outre, au moment de leur vente au consommateur, aux caractéristiques générales suivantes :

- a) Taux d'humidité maximum : 8% en poids;
- b) Teneur en cendres maximum : 5% en poids;
- c) Ne pas contenir plus de 3% en poids de poussières et de particules de dimensions inférieures à celles déterminées à l'article 2;
- d) Ne renfermer aucun morceau incomplètement carbonisé, ni aucun corps étranger tel que terre, pierres, particules métalliques, etc.

ART. 4. — Les chefs des territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française fixeront, par des arrêtés soumis à l'approbation du Haut-Commissaire :

Les espèces végétales avec lesquelles il sera interdit de fabriquer du charbon pour gazogènes;

Les régions où il sera interdit de fabriquer du charbon pour gazogène, exception faite éventuellement pour certaines espèces limitativement énumérées.

ART. 5. — Le produit sera livré en emballages renfermant un poids de combustible compris entre 25 kgrs. minimum et 35 kgrs. maximum.

ART. 6. — Les contraventions au présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 7. — Les agents des travaux publics et des eaux et forêts assermentés pour l'exercice de leurs fonctions sont habilités à rechercher et à constater les infractions au présent arrêté.

ART. 8. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à dater du 1<sup>er</sup> août 1941, sauf l'article 5, qui ne sera applicable qu'à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1941.

ART. 9. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, l'administrateur de la circonscription de Dakar et le commissaire de la France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 2 juillet 1941.

P. BOISSON.

#### Exportation des produits

*ARRETE N° 2384 S. E. réglementant l'exportation de certains produits.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925

Vu le décret du 2 janvier 1920, fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, promulgué en Afrique occidentale française par arrêté du 27 mai 1939;

Vu le décret du 5 décembre 1939, portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonie pour réglementer l'exportation des produits coloniaux, promulgué en Afrique occidentale française par l'arrêté du 27 décembre 1939;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les produits ci-après désignés ne peuvent être exportés d'Afrique occidentale française que par les membres des groupements d'exportateurs constitués à cet effet, après approbation du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française : arachide, coton, cacao, maïs, café, huile de palme, graines oléagineuses autres qu'arachides, caoutchouc.

ART. 2. — Est approuvée la constitution des groupements suivants :

Groupement des exportateurs d'arachides de l'Afrique occidentale française;

Groupement des exportateurs de graines oléagineuses (autres qu'arachides de l'Afrique occidentale française (formé au sein du S. N. O. A.);

Groupement des exportateurs du coton de l'Afrique occidentale française (formé au sein du S. N. O. A.);

Groupement des exportateurs de caoutchoucs sylvestres de l'Afrique occidentale française et du Togo (formé au sein du S. N. O. A.);

Groupement des exportateurs de cacao (formé au sein du syndicat général des importateurs de cacao coloniaux);

Syndicat des exportateurs de maïs de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française;

Syndicat général des producteurs et exportateurs d'huile de palme des colonies françaises.

ART. 3. — Peuvent seuls être membres d'un groupement les commerçants établis à la colonie et ayant effectivement exporté le produit considéré et payé patente d'exportateur au cours des années 1938 et 1939.

Toutefois, après avis favorable du président ou secrétaire représentant le groupement dans une des colonies du groupe, les commerçants patentés ne remplissant pas les conditions prévues au paragraphe précédent peuvent néanmoins recevoir des autorisations d'exportation.

Des autorisations exceptionnelles peuvent être accordées également par le commissaire du gouvernement, dont les fonctions sont définies à l'article 6, au cas où les membres du groupement ne seraient pas en mesure d'assurer l'exportation des produits.

ART. 4. — Le fret, réservé à un produit, dans une escale donnée, par les services de la marine marchande, est réparti par le représentant local du groupement proportionnellement aux stocks disponibles dans le port considéré.

ART. 5. — L'embarquement des produits est subordonné à la présentation au service des douanes d'une licence d'exportation délivrée par le représentant local du groupement et visée par le commissaire du gouvernement.

ART. 6. — Un commissaire du gouvernement, siégeant à Dakar, nommé par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, contrôle et approuve les décisions des groupements. Il ne peut être passé outre à son veto, qu'après arbitrage du gouvernement général.

Chaque groupement désigne un délégué unique pour le représenter à Dakar auprès du commissaire du gouvernement.

ART. 7. — Le commissaire du gouvernement peut déléguer une partie de ses pouvoirs à des commissaires délégués qui sont nommés dans chaque colonie par décisions du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Ces commissaires délégués sont chargés, en plus de l'exécution des délégations spéciales qu'ils peuvent recevoir, de contrôler la bonne exécution des décisions prises et des instructions données par le commissaire du gouvernement.

ART. 8. — Le commissaire du gouvernement est également chargé d'assurer, pour tous les produits repris à l'article premier, l'application des mesures de contingentement et de prohibition.

ART. 9. — Le commissaire du gouvernement rend compte de sa gestion et de celles de ses délégués au Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, périodiquement et au moins une fois par trimestre.

ART. 10. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies de peines prévues par l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

ART. 11. — Sont et demeurent abrogés les arrêtés n° 87 du 15 janvier 1940, n° 634 du 16 mars 1940, modifié par arrêté 1092 du 18 mai 1940, n° 1220 du 10 juin 1940, n° 1090 du 18 juin 1940.

Dakar, le 2 juillet 1941.

P. BOISSON.

#### **Service de l'Education générale et des sports**

*ARRETE N° 2547 E. créant un service local de l'éducation générale et des sports dans diverses colonies et territoires.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde;

Vu l'arrêté 1311 en date du 14 avril 1941, portant création du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté 1509 en date du 26 avril 1941, fixant la charte sportive de l'Afrique occidentale française;

Après avis du directeur de l'éducation générale et des sports en Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans les colonies et territoires indiqués ci-après un service local de l'éducation générale et des sports : Sénégal, Soudan,

Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, Niger, Togo. Les dépenses de ces services sont prises en compte par les colonies intéressées.

ART. 2. — Ce service a dans ses attributions à l'échelon colonie toutes les questions relatives à l'éducation générale et aux sports. Il agit en conséquence dans le cadre des dispositions réglementaires et des instructions de l'autorité supérieure, dont il assure l'exécution. Il prépare les projets de propositions intéressant ces matières pour l'étendue de son ressort.

ART. 3. — Le service est placé sous l'autorité directe du chef de la colonie.

Son ressort territorial peut être étendu à une ou plusieurs colonies limitrophes de celle où se trouve son siège. Dans ce cas l'activité du service s'exerce, dans chacun de ces territoires ou colonies, sous l'autorité du gouverneur intéressé.

Pour toutes les affaires intéressant ces colonies ou territoires le service ne correspond qu'avec le gouverneur ou sous son couvert.

ART. 4. — Le chef de service est nommé par arrêté du gouverneur général sur proposition du gouverneur de la colonie et du directeur fédéral du service de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Il est choisi soit parmi les administrateurs des colonies en service dans la colonie intéressée, soit parmi le personnel visé à l'article 6 de l'arrêté du 14 avril 1941.

ART. 5. — Il est assisté d'un inspecteur-adjoint de l'éducation générale et des sports détaché des cadres métropolitains dans les conditions prévues à l'article 6 paragraphe 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 14 avril 1941 et qui est chargé, sous l'autorité du chef de service, du contrôle de toutes les activités relevant de l'éducation physique et des sports (équipements sportifs, sociétés, enseignement de l'éducation physique et des sports à tous les degrés).

ART. 6. — Le chef de service est en même temps président de droit du comité local de l'éducation générale et des sports, dont la composition et les attributions sont définies par les articles 13 et 15 de l'arrêté du 14 avril 1941 et les articles 3, 14, 15 et 16 de l'arrêté du 26 avril 1941 (charte sportive).

ART. 7. — Le ressort territorial du service local de l'éducation générale et des sports du Sénégal englobera la colonie de la Mauritanie. Pour la circonscription de Dakar le service fédéral de l'éducation générale et des sports agit comme service local et le comité fédéral de l'éducation générale et des sports agit comme comité local.

ART. 8. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le directeur fédéral du service de l'éducation générale et des sports et l'inspecteur général de l'enseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 19 juillet 1941.

P. BOISSON.

#### **Services d'Information du Gouvernement général**

*ARRETE N° 2902 sur le fonctionnement des services d'information du gouvernement général.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté général du 16 août 1939, portant création de la direction des services d'information;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La direction des services d'information du gouvernement général de l'Afrique occidentale française est responsable de la centralisation, de l'exploitation et de la diffusion sous toutes les formes des informations de toute nature, ainsi que de la propagande dans les territoires dépendant du Haut-Commissariat de l'Afrique française.

ART. 2. — Elle est placée sous l'autorité d'un directeur et d'un directeur-adjoint, plus spécialement chargé du fonctionnement du poste Radio-Dakar, et organisée en un secrétariat et quatre sections savoir :

a) *Secrétariat*. — Enregistrement, rédaction et dactylographie des correspondances, — fonctionnement administratif du service, — administration du personnel;

b) *Informations*. — Ecoute et mise en forme des émissions radiophoniques et radiotélégraphiques françaises et étrangères, — rédaction de la radio-presse, du bulletin quotidien d'information, — rédaction d'articles journalistiques pour la presse locale et métropolitaine, contrôle des bureaux de presse des colonies, — censure des journaux, publications, imprimés, et films;

c) *Propagande*. — Rédaction et diffusion de tracts, — composition et diffusion d'affiches, — émissions en langue étrangère (anglais-arabe), — commande en France et diffusion des tracts, affiches photographiques intéressant la propagande;

d) *Emissions radiophoniques*. — Direction du poste Radio-Dakar, — organisation du personnel, — élaboration des programmes, — contrôle et orientation des postes radiophoniques des colonies;

e) *Technique et comptabilité*. — Photographie, — comptabilité du matériel de la direction, — abonnements et commandes.

ART. 3. — Le directeur des services d'information est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures.

Dakar, le 18 août 1941.

P. BOISSON.

**Saccharine**

ARRETE No 2926 S. E./7 concernant l'importation de produits saccharinés et autorisant l'emploi de la saccharine dans la fabrication locale de certaines denrées et boissons.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 janvier 1920, fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en Afrique occidentale française;

Vu les articles 49 à 55 de la loi des finances du 30 mars 1902 réglementant l'usage, le commerce et la détention de la saccharine en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 26 janvier 1926 réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses en Afrique occidentale française, promulgué par arrêté du 25 février 1926 et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 16 janvier 1941 rendant applicable dans les colonies le décret du 24 avril 1940 autorisant l'emploi de la saccharine dans la préparation de certaines denrées et boissons et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 6 février 1941, promulgué par arrêté du 15 mars 1941 qui donne pouvoir au Gouverneur général Haut-Commissaire pour déterminer par arrêtés les conditions d'application des décrets des 24 avril, 15 juillet et 4 septembre 1940, relatifs à l'emploi de la saccharine dans la préparation de certaines denrées et boissons;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les denrées et boissons dans lesquelles l'emploi de la saccharine est autorisé dans la métropole et dans les territoires relevant de l'autorité française pourront être importées en Afrique française en récipients, bouteilles, fûts, emballages de toutes sortes portant la mention « saccharine ».

ART. 2. — L'emploi de la saccharine dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française est autorisé jusqu'à une date qui sera ultérieurement fixée par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire dans la fabrication des limonades et sirops.

ART. 3. — Les quantités de saccharine à incorporer dans les fabrications prévues à l'article 2 ci-dessus ne pourront dépasser 0 gramme, 40 par litre de limonade et 1 gramme, 60 par litre de sirop.

ART. 4. — Quiconque veut exploiter une industrie nécessitant l'emploi de la saccharine est tenu d'en faire préalablement la déclaration au président de la délégation municipale, au maire ou au commandant du cercle de la ville dans laquelle est situé son établissement.

Cette déclaration est inscrite sur un registre spécial, récépissé en est délivré au déclarant. Elle doit être renouvelée en cas de déplacement ou de cession de l'établissement.

ART. 5. — Par exception aux dispositions du décret du 26 janvier 1926, l'importation ou l'emploi en Afrique française de saccharine pour la fabrication des limonades et sirops pourra être effectué par les industriels ayant fait la déclaration prévue à l'article 4.

Exceptionnellement, les importateurs pourront être autorisés à vendre ou à céder gratuitement une partie de leur stock à des fabricants autorisés à employer la saccharine.

ART. 6. — Toute importation, toute cession et tout emploi de saccharine doit être inscrit sur un registre spécial coté et paraphé par le président de la délégation municipale, le maire, l'administrateur-maire, ou le commandant de cercle.

Ce registre est divisé en deux parties l'une concernant les entrées en stock : importations, achats sur place, etc. l'autre les sorties : ventes, cessions gratuites, emplois dans les fabrications.

Les inscriptions à porter sur ce registre sont faites à la suite sans aucun blanc, rature ni surcharge au moment de l'entrée ou de la sortie du stock.

Ces inscriptions reçoivent un numéro d'ordre. Elles précisent :

Pour les entrées en stocks, les quantités, la date de l'opération, le nom du fabricant, le nom du vendeur ;

Pour les ventes et cessions gratuites les quantités, la date de l'opération, le nom du destinataire, le numéro de l'acquit à caution, l'autorité qui l'a délivré ;

Pour l'emploi dans les fabrications, la date du prélèvement sur le stock, la quantité de saccharine utilisée, la quantité de produits fabriqués.

ART. 7. — Aucune quantité de saccharine ne pourra circuler sans être accompagnée d'un acquit à caution délivré par le président de la délégation municipale, le maire, l'administrateur-maire ou le commandant de cercle. Cet acquit à caution énonce le numéro et le poids de chacune des caisses, litres et flacons composant le chargement ainsi que le poids du produit contenu dans ces récipients.

Les ventes et cessions gratuites à l'intérieur de la fédération entre industriels nécessiteront également la levée d'un acquit à caution.

ART. 8. — Les boissons fabriquées en Afrique française et contenant de la saccharine ne peuvent être mises en vente ou vendues qu'en récipients revêtus d'une étiquette portant la mention « Saccharine ».

ART. 9. — Concomitamment avec les inspecteurs des pharmacies, les présidents des délégations municipales, les maires, les administrateurs-maires, les commissaires de police, et les commandants de cercle sont chargés de veiller à l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Ils ont qualité, pour visiter, avec l'assistance de l'inspecteur des pharmacies ou en cas d'empêchement de celui-ci avec le concours d'un pharmacien, désigné par le chef du service de santé de la colonie, les lieux de fabrication des produits autorisés et pour contrôler l'emploi de la saccharine.

ART. 10. — Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront réprimées par les pénalités prévues aux articles 52, 53, 54 et 55 de la loi des finances du 30 mars 1902, promulguée en A. O. F. par arrêté du 30 avril 1914.

ART. 11. — Les gouverneurs des colonies, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 18 août 1941.

P. BOISSON.

#### Campagne du cacao

ARRETE N° 460 fixant la date d'ouverture de la campagne intermédiaire d'achat du cacao.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits ;

Vu l'arrêté n° 273 du 5 juin 1941 fixant la date de fermeture de la grande campagne d'achat du cacao ;

Vu le télégramme du Haut-Commissaire de l'Afrique française n° 250 du 17 juillet 1941 ;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne intermédiaire d'achat de cacao est fixée au 25 août 1941.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1941.

J. DELPECH.

#### Organisation administrative

ARRETE N° 461 portant rattachement provisoire de la subdivision administrative de Tsévié à la subdivision administrative de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo ;

Vu le décret du 24 mars 1923 réglementant l'exercice des pouvoirs disciplinaires au Togo ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1939 portant réorganisation administrative du Territoire ;

Vu les nécessités du service ;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision administrative de Tsévié est provisoirement rattachée à la subdivision administrative de Lomé.

ART. 2. — L'agence spéciale de la subdivision administrative de Tsévié est maintenue et fonctionne dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

ART. 3. — Le chef de la subdivision de Lomé assure provisoirement les fonctions de président du tribunal de la subdivision de Tsévié.

ART. 4. — L'exercice des pouvoirs disciplinaires dans l'étendue de la subdivision de Tsévié est provisoirement conféré au chef de la subdivision de Lomé.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

**Enseignement**

**ARRETE. N° 462 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 522 du 30 septembre 1939 portant organisation du cours complémentaire de Lomé;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

**ARRETE :**

**I — OBJET DE L'ÉCOLE**

**ARTICLE PREMIER.** — Il est créé à Lomé une école primaire supérieure ayant pour objet de préparer :

1° — des candidats et des candidates aux écoles du gouvernement général de l'A. O. F. (école William Ponty, écoles normales rurales, école normale de jeunes filles de Rufisque, école de médecine, école vétérinaire, école technique supérieure de Bamako, etc.)

2° — des candidats et des candidates aux emplois des cadres locaux.

**RECRUTEMENT DES ÉLÈVES**

**ART. 2.** — Les élèves des deux sexes de l'école primaire supérieure sont recrutés par voie de concours parmi les élèves des cours supérieurs des écoles du Territoire. Chaque année, une décision du Commissaire de France fixe la date à laquelle auront lieu les épreuves et le nombre des places mises au concours, sur la proposition du chef du service de l'enseignement, après avis du conseil de perfectionnement de l'établissement.

La gratuité du transport est accordée aux candidats pour se rendre à Lomé y subir les épreuves et pour rejoindre le cours supérieur dont ils font partie.

**ART. 3.** — Les candidats émanant de ces cours supérieurs et qui doivent être obligatoirement titulaires du certificat d'études primaires, doivent être âgés de 13 ans au moins et de 16 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

**ART. 4.** — Le dossier de candidature, qui doit parvenir au chef du service de l'enseignement au moins un mois avant la date du concours, comprend :

1° — une demande d'admission sur papier libre adressée au Commissaire de France, écrite et signée par l'intéressé, confirmée par le père, à défaut, le tuteur dont la signature est dûment légalisée, portant indication précise de la profession et domicile des parents;

2° — une expédition de l'acte de naissance;

3° — un certificat médical attestant que le candidat est de bonne constitution, qu'il jouit d'une bonne santé, qu'il a été vacciné et spécifiant qu'il est indemne de toute affection tuberculeuse ou de tout autre pouvant le rendre inapte à un emploi administratif. Les candidats sont contrevisités par le médecin-chef de l'hôpital de Lomé;

4° — une fiche scolaire donnant des indications précises sur le travail, les aptitudes, le caractère et la conduite du candidat;

5° — un engagement de suivre en entier le cycle des études prévues à l'école et de se présenter à l'une des grandes écoles de l'A. O. F. indiquées à l'article 1<sup>er</sup>. L'orientation vers ces écoles sera déterminée par l'avis du conseil de perfectionnement de l'école et arrêtée par le Commissaire de France.

En cas d'échec aux concours d'entrée à ces écoles, ils s'engagent à servir pendant 10 ans au moins dans un cadre administratif du Territoire.

Cet engagement est signé par le candidat et par son père ou tuteur (signature légalisée). Il porte la mention qu'en cas de non observation des clauses précitées pour tout autre motif que raison de santé, l'élève devra rembourser au Territoire les frais d'études et d'internat.

Toutefois le Commissaire de France pourra, par arrêté pris après avis du conseil de perfectionnement de l'école, dispenser l'élève de tout ou partie de ce remboursement.

**II — CONCOURS D'ADMISSION**

**ART. 5.** — Le concours comprend des épreuves écrites et des épreuves orales tirées du programme du cours supérieur et choisies par le chef du service de l'enseignement, à savoir :

*a) Épreuves écrites*

1° — une épreuve d'orthographe composée d'une dictée et d'un questionnaire portant sur la connaissance de la langue et l'intelligence du texte; 30 minutes sont accordées pour répondre au questionnaire non compris la dictée des questions.

L'épreuve d'orthographe ne comporte qu'une note; 10 points sont attribués à la dictée et 10 points aux questions; mais toute faute grave dans la dictée enlève 2 points et le zéro dans la dictée est éliminatoire. Coefficient 2.

2° — une épreuve de composition française; durée 1 h. 30, coefficient 3.

3° — deux problèmes portant sur l'arithmétique, le système métrique et la géométrie; durée 1 h. 30, non compris le temps passé à la copie des énoncés au tableau noir. Coefficient 2.

4° — une épreuve d'écriture courante et de présentation dont la note est donnée sur l'épreuve d'orthographe.

5° — une épreuve d'histoire et géographie — durée 1 heure.

6° — Une épreuve de sciences appliquées à l'hygiène et à l'agriculture locale — durée 1 heure.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20, la note 0 est éliminatoire.

*b) Épreuves orales*

1° — Une épreuve de calcul mental comportant la résolution de 10 questions par les procédés de calcul rapide;

2° — Une épreuve de lecture courante;

3° — Interrogation sur le texte lu, sens des mots, intelligence du texte, questions de grammaire, coefficient 2;

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20, la note 0 est éliminatoire. La durée totale ne dépasse pas 15 minutes pour chaque candidat.



ART. 6. — Les épreuves écrites ont lieu d'après l'horaire suivant :

1<sup>er</sup> JOUR

*Matin* : Orthographe, composition française.

*Soir* : Calcul.

2<sup>e</sup> JOUR

*Matin* : Histoire, géographie et sciences.

Elles commencent le matin à 7 h. 30.

Sont déclarés admissibles aux épreuves orales, les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, réunissent un minimum de 100 points pour l'ensemble des épreuves écrites.

Les épreuves orales ont lieu le ou les jour suivant celui des épreuves écrites.

ART. 7. — L'admission définitive est prononcée par le Commissaire de France dans l'ordre de la liste d'admission dressée par la commission d'examen et dans la limite du nombre des places mises au concours.

Nul ne peut figurer sur cette liste s'il n'a obtenu la moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves.

ART. 8. — La commission chargée de surveiller et de corriger les épreuves est nommée par décision du Commissaire de France. Elle est composée de :

*Président :*

Le chef du service de l'enseignement ou son délégué;

*Membres :*

Un fonctionnaire désigné par le Commissaire de France;

Le directeur de l'école primaire supérieure;

Autant d'instituteurs et d'institutrices qu'il sera nécessaire;

Un membre des missions présentant des candidats;

Un notable indigène désigné par le Commissaire de France.

III — PERSONNEL

ART. 9. — Le personnel, placé sous l'autorité immédiate du chef du service de l'enseignement comprend :

1<sup>o</sup> — Un directeur, titulaire du brevet, supérieur et du certificat d'aptitude pédagogique;

2<sup>o</sup> — 3 instituteurs choisis autant que possible parmi ceux du cadre supérieur de l'enseignement;

3<sup>o</sup> — le cas échéant des fonctionnaires (instituteurs, agents des travaux publics etc... militaires) chargés de cours généraux ou spéciaux qui ne pourraient être assurés par le personnel de l'école pendant les heures de service et nommés par décision du Commissaire de France.

CONSEIL DES MAÎTRES

ART. 10. — Le personnel de l'école réuni pour délibérer sous la présidence du directeur prend le nom de conseil des maîtres.

Le conseil des maîtres se réunit chaque fin de mois et chaque fois que les circonstances l'exigent, sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour et dirige les débats. Un instituteur remplit les fonctions de secrétaire, il établit sur un registre spécial, conservé aux archives, le procès-verbal de la réunion.

ART. 11. — Le conseil des maîtres donne son avis sur toutes les questions d'enseignement et de pédagogie concernant l'école, il prend toutes mesures intéressant la discipline intérieure et générale, arrête

les notes de fin de mois y compris celle de conduite et procède aux vacances de Noël et Pâques, au classement des élèves.

Sous la présidence du chef du service de l'enseignement, il se constitue en commission d'examen pour juger les examens de passage et dresse la liste d'admissibilité à la classe supérieure.

ART. 12. — En fin d'année scolaire, le directeur établit un rapport général sur le fonctionnement de l'école et sur les résultats obtenus pendant l'exercice écoulé et l'adresse au chef du service de l'enseignement. Il y joint un rapport établi par l'économiste sur sa gestion.

IV — RÉGIME DES ÉTUDES

ART. 13. — La durée des études est de 3 ans. Le programme des matières enseignées est celui des écoles primaires supérieures de la Fédération. La répartition de l'horaire est annexée au présent arrêté (Annexe I).

ART. 14. — Le tableau d'emploi du temps quotidien, la répartition mensuelle des matières à enseigner, le règlement intérieur sont établis par le directeur et soumis à l'approbation du chef du service de l'enseignement.

EXAMEN DE PASSAGE

ART. 15. — Au cours de chaque année scolaire les élèves subissent avant les vacances de Noël et Pâques des examens de classement portant sur les matières enseignées et dont le détail est fixé en conseil des maîtres.

Ce classement est établi d'après une note moyenne résultant des notes de compositions avec coefficient 2 et des notes de classes arrêtées chaque mois sans coefficient.

La note de conduite, affectée du coefficient 3, sera incluse dans notes de classe. Les différentes matières d'enseignement seront affectées des coefficients dont elles jouissent à l'examen du certificat d'enseignement primaire supérieur.

A la fin de l'année scolaire les élèves de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année subissent un examen de passage. Les matières sur lesquelles ils seront amenés à composer sont fixées chaque année par le chef du service de l'enseignement après avis du directeur de l'école primaire supérieur, le conseil des maîtres entendu. Ces matières seront affectées des mêmes coefficients que ceux fixés pour l'examen du certificat d'enseignement primaire supérieur.

La liste d'admissibilité, dressée conformément aux dispositions de l'article 11 ci-dessus est établie d'après une moyenne générale résultant :

1<sup>o</sup> — des notes de l'examen de passage (coefficient 2).

2<sup>o</sup> — des moyennes des notes des 2 classements de l'année (coefficient 1).

ART. 16. — Les élèves ayant obtenu à la moyenne générale calculée comme il est dit à l'article 15 ci-dessus une note au moins égale à 10/20 passent à la classe supérieure.

Les autres sont licenciés par décision du Commissaire de France. Exceptionnellement, celui-ci peut autoriser certains d'entre eux à redoubler l'année, sur leur demande écrite, après avis favorable du conseil des maîtres et du conseil de perfectionnement.

ART. 17. — Pour chaque élève et pendant toute la durée de sa scolarité un carnet de notes est tenu sur lequel figurent les notes trimestrielles et annuelles



ainsi que l'appréciation des maîtres et du directeur. Chaque trimestre et en fin d'année scolaire un bulletin de notes est adressé aux familles.

#### CERTIFICAT D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SUPÉRIEUR

ART. 18. — A la fin de leur 3<sup>e</sup> année, les élèves sont tenus de se présenter à un examen en vue de l'obtention du certificat d'enseignement primaire supérieur. L'examen a lieu à l'école. Il est jugé par la commission suivante nommée par le Commissaire de France :

##### *Président :*

Le chef du service de l'enseignement;

##### *Membres :*

Un administrateur ou un administrateur-adjoint des colonies;

Un membre de la commission municipale désigné par l'administrateur-maire;

Un ingénieur des travaux publics;

Le directeur de l'école primaire supérieure;

Autant d'instituteurs et d'institutrices qu'il sera nécessaire désignés de façon que le personnel de l'école soit en minorité.

ART. 19. — L'examen pour l'obtention du certificat d'enseignement primaire supérieur comporte des épreuves écrites, des épreuves orales et des épreuves pratiques dont les sujets sont choisis par le chef du service de l'enseignement dans le programme de l'école.

##### *a) Epreuves écrites*

1<sup>o</sup> — une épreuve d'orthographe comprenant une dictée et un questionnaire portant sur la connaissance de la langue et l'intelligence du texte; 45 minutes sont accordées pour répondre au questionnaire non compris la dictée des questions.

L'épreuve d'orthographe ne comporte qu'une note : 10 points sont attribués à la dictée et 10 points aux questions, mais toute faute dans la dictée enlève 2 points et le zéro dans la dictée est éliminatoire, coefficient 2. La ponctuation n'est pas dictée.

2<sup>o</sup> — une épreuve de composition française; durée 2 h. 30. Coefficient 3 — Toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

3<sup>o</sup> — une épreuve de mathématique comportant la résolution d'un problème d'arithmétique avec ou sans solution algébrique et la résolution d'un problème de géométrie. Coefficient 3, durée 2 h. La note zéro est éliminatoire.

4<sup>o</sup> — une épreuve d'histoire et de géographie de l'Afrique occidentale française, de la France et de ses colonies, durée 1 h. 30. Coefficient 2.

5<sup>o</sup> — une épreuve de sciences choisies dans les matières inscrites au programme; durée 1 h. 30. Coefficient 2.

6<sup>o</sup> — une épreuve d'écriture courante et de présentation dont la note est donnée sur l'épreuve de composition française;

7<sup>o</sup> — une épreuve de dessin à vue ou de croquis coté; durée 2 heures.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20.

##### *b) Epreuves orales*

1<sup>o</sup> — une épreuve de calcul mental comportant résolution de 10 questions par les procédés de calcul rapide;

2<sup>o</sup> — une épreuve de lecture courante; durée 5 minutes;

3<sup>o</sup> — une épreuve de lecture expliquée sur le texte précédent, sens des mots, intelligence et plan du morceau; durée 10 minutes. Coefficient 2.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20, la note 0 est éliminatoire.

##### *c) Epreuves pratiques*

*Pour les garçons.* — Une épreuve de travail manuel comportant l'exercice d'une pièce simple de bois ou de fer d'après un croquis coté — durée 4 heures, coefficient 2.

*Pour les filles.* — Une épreuve de couture, de broderie ou de tricot (crochet ou aiguille). La couture pourra consister en la coupe et la confection d'une pièce usuelle de lingerie ou d'habillement.

Le temps accordé pour cette épreuve est fixé par le président. Il ne peut être inférieur à 2 heures, coefficient 2.

L'épreuve pratique est cotée de 0 à 20. La note 5/20 est éliminatoire.

ART. 20. — Les épreuves ont lieu d'après l'horaire suivant :

##### *1<sup>re</sup> JOURNÉE*

*Matin :* Orthographe, mathématique;

*Soir :* Composition française.

##### *2<sup>e</sup> JOURNÉE*

*Matin :* Histoire, géographie, sciences;

*Soir :* Dessin.

##### *3<sup>e</sup> JOURNÉE*

Epreuves orales.

##### *4<sup>e</sup> JOURNÉE*

Epreuves pratiques.

ART. 21. — Les candidats n'ayant pas obtenu la moyenne de 10/20 pour l'ensemble des épreuves écrites ne sont pas admis à subir des épreuves orales et pratiques.

ART. 22. — A l'issue de l'examen, le jury établit un classement des candidats d'après une moyenne générale composée :

1<sup>o</sup> — De la moyenne des notes de l'examen à laquelle est affecté le coefficient 2;

2<sup>o</sup> — De la moyenne des notes des 2 classements de 3<sup>e</sup> année, (coefficient 1).

Sont déclarés admissibles au certificat d'enseignement primaire supérieur les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, ont obtenu une moyenne générale de 11 sur 20.

ART. 23. — Le Commissaire de France prononce l'admission définitive et délivre le certificat d'enseignement primaire supérieur avec les mentions suivantes :

A. B. pour une moyenne générale égale ou supérieure à 13 sur 20.

B. pour une moyenne générale égale ou supérieure à 15 sur 20.

T. B. pour une moyenne générale égale ou supérieure à 17 sur 20.

ART. 24. — Les élèves qui n'obtiennent pas le diplôme de sortie de l'école primaire supérieure peuvent exceptionnellement, sur leur demande écrite, être autorisés par décision du Commissaire de France et après avis favorable du conseil des maîtres et du jury de l'examen, à redoubler leur 3<sup>e</sup> année.

## V. — DISCIPLINE

ART. 25. — Le règlement intérieur de l'école, le tableau d'emploi du temps général sont établis par le directeur en conseil des maîtres et approuvés par le chef du service de l'enseignement.

ART. 26. — Les élèves assistent obligatoirement et ponctuellement à tous les services scolaires : classes, études, etc.

En cas d'empêchement pour maladie ou autre cause ils doivent en aviser le directeur.

Aucune autorisation d'absence ne peut être accordée en dehors des vacances scolaires, sauf pour des raisons familiales exceptionnelles.

ART. 27. — Les élèves malades à moins d'empêchement absolu, doivent se présenter à la visite du docteur. Ils ont droit à la gratuité des consultations, des soins et des médicaments. Ils seront porteurs d'un cahier de visite visé par le directeur.

ART. 28. — Les seules punitions autorisées sont :

- 1<sup>o</sup> — Les mauvaises notes et la consigne;
  - 2<sup>o</sup> — La réprimande, infligée par le directeur;
  - 3<sup>o</sup> — Le blâme, infligé par le chef du service de l'enseignement;
  - 4<sup>o</sup> — L'exclusion définitive, prononcée par le Commissaire de France après avis du conseil des maîtres.
- Ces punitions seront portées au carnet de note prévu à l'article 17.

ART. 29. — L'application du règlement intérieur de l'école, de l'emploi du temps et en général de toutes les dispositions prévues à ce titre V ci-dessus est confiée, sous le contrôle du directeur, à un surveillant général, choisi parmi les instituteurs en service à l'école.

ART. 30. — Sont inscrits chaque mois au tableau d'honneur les élèves qui réunissent les conditions suivantes :

Moyenne générale au moins égale à 13 avec une note de conduite qui ne peut être inférieure à 15.

Aucun zéro en leçons.

ART. 31. — Le dimanche, les jeudis après-midi et les jours légalement fériés, les élèves sortent librement pendant les heures prévues au règlement intérieur.

ART. 32. — Le directeur de l'école primaire supérieure fait tenir un journal de l'école relatant quotidiennement les faits intéressant la vie de l'école.

## VI. — ENTRETIEN DES ÉLÈVES

ART. 33. — Le régime est l'internat pour les garçons et provisoirement l'externat pour les filles.

a) *Garçons*. — Les élèves garçons sont logés, nourris et vêtus par les soins du Territoire;

b) *Filles*. — Les filles sont externes, elles logent et mangent dans leur famille ou chez des tuteurs agréés par les parents. Elles sont vêtues par les soins et aux frais du Territoire. Pour le logement et la nourriture une bourse leur est accordée dont le montant est égal aux allocations correspondantes prévues pour les garçons.

ART. 34. — Le montant de l'allocation comprend 3 parties :

- 1<sup>o</sup> — Frais de nourriture;
- 2<sup>o</sup> — Frais d'habillement et d'entretien;
- 3<sup>o</sup> — Frais de logement.

Le taux de chacune de ces parties est fixé au début de chaque année scolaire par arrêté du Commissaire

de France après avis du conseil de perfectionnement de l'école.

Toute absence supérieure à 48 heures ne donne pas droit à la perception de l'allocation.

ART. 35. — La composition de la ration et des objets de réfectoire, d'habillement, de couchage et d'entretien est déterminée à l'annexe II du présent arrêté.

A leur départ de l'école, les élèves sont autorisés à emporter leurs vêtements et objets de toilette.

ART. 36. — Tous les élèves ont droit :

1<sup>o</sup> — à la gratuité des soins médicaux et à leur hospitalisation en dernière catégorie locale;

2<sup>o</sup> — à l'entrée et à la sortie de l'école, même en cas d'exclusion et chaque année au commencement et à la fin des grandes vacances à une réquisition de transport dernière catégorie. Cette réquisition leur est accordée au départ au vu d'un état établi par le directeur et au retour par l'autorité administrative du lieu de leur résidence sur la présentation de leur titre de permission.

## VII. — ECONOMAT

ART. 37. — L'un des instituteurs en service à l'école, et en principe, le surveillant général, assure les fonctions d'économe.

L'économe est chargé de la comptabilité de l'école. Il établit les commandes en vue desquelles l'avance prévue à l'article 38 lui est consentie, prépare les marchés, reçoit et prend en charge le mobilier, matériel, outillage, livres et fournitures classiques, etc.

Il veille au bon entretien des bâtiments et dépendances, matériel d'internat, vêtements, objets de literie, etc.

Il assure la nourriture journalière des élèves, veille à la bonne préparation des aliments et à leur répartition, contrôle toutes les denrées achetées.

Il prévoit toutes les améliorations possibles dans la vie matérielle de l'internat.

Il dirige le personnel de service, à savoir : la cuisinière, le manœuvre chargé de l'entretien et un blanchisseur.

ART. 38. — Il est institué à l'école primaire supérieure un service de menues dépenses dont l'économe est le régisseur. Le montant de l'avance consentie par le service des finances est fixé au début de chaque année scolaire par arrêté du Commissaire de France.

ART. 39. — Les maîtres sont responsables du matériel et des fournitures mis à leur disposition pour la bonne marche de l'enseignement. De concert avec l'économe, ils en dressent le catalogue.

## VIII — CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT

ART. 40. — Il est constitué un conseil de perfectionnement de l'école primaire supérieure composé comme suit :

*Président :*

L'administrateur-maire représentant le Commissaire de France.

*Membres :*

- Le chef du service de l'enseignement;
- Le chef du bureau des finances;
- Le chef du service de santé;
- Le chef du service des travaux publics;
- Le chef du service de l'agriculture;
- Le chef du service des P. T. T.;

Le président de la chambre de commerce;  
Le président du conseil des notables;  
Le personnel enseignant de l'école.

ART. 41. — Le conseil de perfectionnement de l'école se réunit une fois par an après l'examen du certificat d'enseignement primaire supérieur et chaque fois qu'il est nécessaire sur la convocation de son président, sur proposition du chef du service de l'enseignement.

Le directeur de l'école remplit les fonctions de secrétaire et établit le procès-verbal de la séance. Il tient un recueil des procès-verbaux.

ART. 42. — En fin d'année scolaire, il est rendu compte au conseil de perfectionnement de la gestion administrative de l'école, de la marche générale de l'établissement. Le conseil donne son avis sur toutes les questions d'ordre matériel intéressant le fonctionnement de l'école et notamment sur l'effectif des promotions, il émet les vœux au sujet des modifications à apporter à l'organisation générale de l'établissement et des améliorations susceptibles d'être réalisées. Il donne son avis sur l'orientation à donner aux élèves devant se présenter aux grandes écoles du Gouvernement général.

Le procès-verbal de séance est adressé au Commissaire de France.

ART. 43. — Sont et demeurent abrogés les textes antérieurs réglementant la matière notamment l'arrêté n° 522 du 30 septembre 1939.

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 44. — Les élèves sortant de 2<sup>e</sup> année au cours complémentaire formeront la promotion de 3<sup>e</sup> année de l'école primaire supérieure. Ceux sortant de 1<sup>re</sup> année formeront la promotion de 2<sup>e</sup> année.

Le concours d'entrée en 1<sup>re</sup> année, pour l'année 1941 aura lieu suivant les modalités prévues à l'arrêté n° 522 du 30 septembre 1939.

ART. 45. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

### ANNEXE I

#### Horaires

#### ÉCOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE DE LOMÉ

	1 <sup>re</sup> ANNÉE	2 <sup>e</sup> ANNÉE	3 <sup>e</sup> ANNÉE
	h.	h.	h.
Morale . . . . .	0.30	0.30	0.30
Français . . . . .	8.00	8.00	8.00
Lecture . . . . .	3.00	2.00	2.00
Mathématiques . . . . .	5.00	6.00	6.00
Histoire et géographie . . . . .	2.00	2.00	2.00
Sciences physiques et chimiques . . . . .	2.00	2.00	2.00
Sciences naturelles . . . . .	1.00	1.00	1.00
Écriture . . . . .	1.00	1.00	—
Dessin . . . . .	3.00	3.00	2.00
Musique et chant . . . . .	1.00	1.00	1.00
Éducation physique . . . . .	3.00	3.00	3.00
Travaux manuels et pratiques . . . . .	4.00	4.00	6.00
Études . . . . .	14.30	14.30	14.30
TOTAL . . . . .	48 heures	48 heures	48 heures

### ANNEXE II

#### ÉCOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE DE LOMÉ

#### Rations et fournitures d'internat

##### a) Composition de la ration journalière.

*Au choix.* — 500 grammes de riz ou 400 grammes de maïs ou 250 grammes de farine de manioc ou 600 grammes d'ignames ou 250 grammes de haricots secs.

*Au choix.* — 300 grammes de viandes ou 300 grammes de poisson frais ou 150 grammes de poisson fumé.

300 grammes d'huile de palme, 10 grammes de sucre, 15 grammes de sel, 50 grammes de tomate, oignon, ail, piment, gombo en quantité suffisante.

##### b) Vêtements et objets de toilette.

Par an :

Garçons	Filles
1 casque	1 casque
2 costumes kaki avec culotte	2 robes kaki
1 costume blanc avec pantalon	1 robe blanche
1 paire chaussures toile	1 paire chaussures toile
2 chemises	2 chemises
3 tricot blancs	3 combinaisons
3 serviettes	4 culottes
1 essuie-main	3 serviettes
3 mouchoirs	1 essuie-main
1 ceinture	3 mouchoirs
1 peigne	1 peigne

##### c) Matériel de couchage

1 lit en fer à sommier métallique	2 pagnes par an
1 natte	2 couvertures
1 oreiller	1 petite armoire de chevet.
2 taies par an	

##### d) Matériel de réfectoire (internes)

2 assiettes aluminium ou fer blanc	1 couteau et 1 torchon
1 fourchette	1 grande cuiller pour 6 élèves
1 cuiller	1 broc (par 6 élèves).
1 gobelet aluminium ou fer blanc	1 plat (par 6 élèves)

**Importations**

**ARRETE** N° 468 modifiant à titre provisoire certaines dispositions des arrêtés n° 53 du 28 janvier 1939 modifiant les taxes d'importation sur les alcools propres à la consommation de bouche et déterminant les récipients dans lesquels l'importation de ces alcools sera autorisée et n° 619 du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 septembre 1922 prohibant l'importation, la vente et la détention au Togo des alcools de toute nature et des boissons auxquelles sont mélangées ces sortes d'alcools;

Vu le décret du 24 octobre 1922 fixant les caractères des liqueurs similaires de l'absinthe;

Vu le décret du 28 janvier 1926 relatif à l'interdiction de la vente de l'alcool aux indigènes dans les régions situées au nord du parallèle d'Atakpamé;

Vu le décret du 27 décembre 1928 déclarant applicables aux taxes à percevoir à l'entrée du Togo les dispositions du décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière du Territoire;

Vu l'arrêté n° 24 du 9 janvier 1928 réorganisant le mode de fonctionnement des laboratoires de chimie et des bactériologie du Togo, et fixant les tarifs des analyses effectuées à titre onéreux par ces laboratoires;

Vu l'arrêté n° 53 du 28 janvier 1929 modifiant les taxes d'importation sur les alcools propres à la consommation de bouche et déterminant les récipients dans lesquels l'importation de ces alcools sera autorisée;

Vu l'arrêté n° 619 du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo;

Vu la loi du 30 janvier 1941 relative à la procédure douanière dans les colonies du premier et du deuxième groupe promulguée au Togo par arrêté n° 264 du 3 avril 1941;

Vu la pénurie actuelle de bouteilles de modèle réglementaire;

Après avis du chef du service des douanes;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'arrêté n° 53 modifiant les taxes d'importation sur les alcools propres à la consommation de bouche et déterminant les récipients dans lesquels l'importation de ces alcools sera autorisée est modifié, à titre provisoire en son article premier comme suit :

« Colonne observations, renvoi (1), paragraphe (b)

Les genièvres, gins, schnapps et whiskies peuvent être importés en bouteilles de toutes contenances ».

Le reste sans changement.

**ART. 2.** — Est modifié comme suit; à titre provisoire, le paragraphe c de l'article 4 de l'arrêté n° 619 du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo :

c) En bouteilles de toutes contenances : les genièvres, gins, schnapps et whiskies.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

**Chambre de Commerce du Togo**

**ARRETE** N° 473 portant approbation du compte définitif 1940 de la chambre de commerce de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 1er juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo;

Vu le rapport en date du 4 août 1941, du président de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est approuvé le compte définitif du budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1940 dont l'arrêté s'établit comme suit :

Recettes . . . . .	491.456,97
Dépenses . . . . .	541.356,76

d'où un déficit de . . . . . 49.899,79

à combler par un prélèvement sur la caisse de réserve de la chambre de commerce.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

**Importations**

**ARRETE** N° 481 modifiant à titre provisoire, le tableau des taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire des produits de toutes origines et de toutes provenances.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toutes origines et provenances, ensemble tous les textes ultérieurs le modifiant ou le complétant et notamment l'arrêté n° 338 du 23 juillet 1935;

Vu la loi du 30 janvier 1941 relative à la procédure douanière dans les colonies du premier et du deuxième groupe promulguée au Togo par arrêté n° 164 du 3 avril 1941;

Vu la pénurie actuelle de certaines matières textiles;

Sur le rapport du chef du service des douanes;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le tableau I annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 (taxe d'importation) tel qu'il a été modifié par les textes subséquents et notamment par l'arrêté n° 338 du 23 juillet 1935 est, à titre provisoire, modifié comme suit :

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS SUR LESQUELLES PORTENT LES DROITS	TITRE DE PERCEP- TION	QUOTITÉ DES DROITS
Tissus de rayonne ou de crin artificiel de toute espèce . . . . .	100 kgs. net		782 francs
Tissus mélangés autre- ment que dans la lisière et les chefs : 1° — Couvertures com- munes en coton mélangé et fabriquées en majeure partie avec des déchets de coton mélangés de déchets de tous textiles 2° — autres tissus	100 kgs. net		40 frs, 25 droit du tissu le plus imposé quel- le que soit la propor- tion du mé- lange

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

#### Caoutchouc

ARRETE N° 482 portant institution d'un droit de sortie sur les caoutchoucs et en fixant les modalités d'application.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 susvisée;

Vu l'arrêté du 30 mai 1941 fixant les droits de sortie modifié par les arrêtés des 24 mars 1933, 4 décembre 1936, 14 novembre 1937 et 16 juin 1938;

Vu la loi du 30 janvier 1941 relative à la procédure douanière dans les colonies du premier et du deuxième groupe promulguée au Togo par arrêté n° 164 du 3 avril 1941;

Vu l'arrêté n° 250 du 15 mai 1941 rendant obligatoire la déclaration des stocks de caoutchouc sylvestre et réglementant l'exportation de ce produit;

Vu les télégrammes officiels n°s C. 135 du 8 mai 1941 et 255 du 19 juillet 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des droits de sortie, annexé à l'arrêté du 30 mai 1941, modifié par les arrêtés des 24 mars 1933, 4 décembre 1936, 14 novembre 1937 et 16 juin 1938 est à nouveau modifié comme suit, en ce qui concerne le caoutchouc :

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS SUR LESQUELLES PORTENT LES DROITS	TITRE DE PERCEP- TION	QUOTITÉ DES DROITS
Caoutchouc	100 kgs. brut		416 francs

ART. 2. — Le droit n'est applicable qu'aux caoutchoucs déclarés en stock au 15 mai 1941. Les certificats d'origine comportant les dates d'achat des lots exportés devront être exigés par le service des douanes au moment du dépôt des déclarations de simple exportation.

Les vérificateurs annoteront le certificat de visite par la mention « stock au 15 mai » ou « achat effectué après le 15 mai 1941 ».

Les caoutchoucs repris aux déclarations portant cette dernière annotation seront exemptés du droit de sortie.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

#### Importations

ARRETE N° 483 modifiant le tableau des articles et objets exempts de taxe d'importation annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toutes origines et de toutes provenances.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine et provenance, ensemble tous les textes ultérieurs le modifiant ou le complétant notamment l'arrêté du 30 août 1934;

Vu la loi du 30 janvier 1941 relative à la procédure douanière dans les colonies du premier et du deuxième groupe promulguée au Togo par arrêté n° 164 du 3 avril 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des articles et objets exempts de taxe d'importation annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928, tel qu'il a été modifié et complété par les textes subséquents est complété ainsi qu'il suit :

33° — Gazogènes, pièces détachées et accessoires de gazogènes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

**Cadre commun des chemins de fer****ARRETE N° 484 portant abrogation.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur le régime des déplacements et des passages du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents notamment les décrets des 6 juillet 1904, 21 juillet 1910, 13 juin 1913 et 27 mai 1928;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 11 septembre 1920 fixant le régime de la solde du personnel des cadres locaux des colonies et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des Gouverneurs;

Vu l'arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du 1<sup>er</sup> avril 1921 réorganisant le cadre commun des chemins de fer de l'A. O. F.;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1926 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel européen au Togo, ensemble l'arrêté du 4 août 1928 le modifiant;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1928 abrogeant les arrêtés des 6 octobre 1926 et 4 août 1928 relatifs au régime des déplacements du personnel européen et assimilé au Togo;

Vu l'arrêté n° 84 du 5 mars 1925 rendant applicable au Togo l'article 30 de l'arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du 1<sup>er</sup> avril 1921;

Sur la proposition du directeur du réseau des chemins de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1941;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 84 du 5 mars 1925 rendant applicable au Togo l'article 30 de l'arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du 1<sup>er</sup> avril 1921 réorganisant pour l'exploitation des chemins de fer un cadre commun à toutes les colonies du groupe.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1941.

J. DELPECH.

**Campagne du maïs****ARRETE N° 487 portant ouverture de la campagne du maïs et fixant les prix d'achat minima à payer aux producteurs.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Sur la proposition du représentant du syndicat colonial des exportateurs de maïs;

Vu l'avis du chef du service de l'agriculture;

Vu le T. L. avion n° 1064 s. E./3. en date du 1<sup>er</sup> août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne du maïs est fixée au 10 septembre 1941.

ART. 2. — Sont fixés comme suit, dans les principaux centres, les prix d'achat minima à payer aux producteurs :

Lomé . . . . .	680 frs. la tonne
Anécho . . . . .	620 — —
Tsévié . . . . .	630 — —
Agbélouvé . . . . .	620 — —
Atakpamé . . . . .	580 — —
Anié . . . . .	575 — —
Blitta . . . . .	560 — —

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 août 1941.

J. DELPECH.

**Production industrielle****ARRETE N° 492 portant additif à la nomenclature annexée à l'arrêté n° 1539 T. P. du 30 avril 1941 du Haut-Commissaire publié au J. O. du Togo, parution du 16 mai 1941.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté général n° 1539 T. P. du 30 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française sur la répartition des produits métallurgiques et autres articles relevant de la production industrielle;

Vu les télégrammes-lettres-circulaires n° 525 du 12 juillet et 541 du 21 juillet 1941;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et mines, chef du groupement répartiteur;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La nomenclature annexée à l'arrêté général n° 1539 T. P. du 30 avril 1941, publié dans le journal officiel du Togo, parution du 16 mai 1941, est complétée comme suit :

Numéro	Désignation des marchandises	Service chargé du contrôle des commandes et de la répartition
22 A	Pneus et chambres à air pour auto et moto.	Inspection générale des travaux publics.
22 B	Pneus et chambres à air pour bicyclette.	
22 C	Autres ouvrages en caoutchouc	
23	Produits chimiques	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 août 1941.

J. DELPECH.



**Régime pénitentiaire**

**ARRETE** N° 493 portant organisation du régime pénitentiaire en matière de justice française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le code d'instruction criminelle applicable dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française (ordonnances du 14 février 1938 et actes subséquents);

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Il est institué une commission de surveillance qui a juridiction sur toutes les prisons du Territoire où sont détenus les individus relevant de la justice française. Elle a son siège à Lomé et est composée ainsi qu'il suit :

*Président :*

Le président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance.

*Membres :*

Le chef du service de santé ou son représentant;  
Le chef du service des travaux publics ou son représentant;

Le chef du bureau des finances;

Le chef du bureau des affaires politiques et administratives.

En cas d'empêchement justifié d'un des membres il y est suppléé par décision du Commissaire de France.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 août 1941.

J. DELPECH.

**Produits et denrées de première nécessité**

**DECISION** N° 632 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont libérées à la date du 30 août 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, les quantités ci-après :

Riz :

F. A. O. . . . . 1,500 kilos.

Cette quantité est destinée au ravitaillement de la compagnie de tirailleurs stationnée à Lomé.

**ART. 2.** — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1941.

J. DELPECH.

**Enseignement****Stage des travaux pratiques**

**DECISION** N° 634 autorisant les élèves des cours supérieurs à suivre un stage de travaux pratiques dans les différents services techniques du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 32 du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 107 du 16 février 1937 portant création du cours supérieur d'enseignement;

Sur la proposition du chef de service de l'enseignement;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les élèves des cours supérieurs de Lomé, d'Atakpamé et de Sokodé sont autorisés à suivre, dans les différents services techniques, un stage de travaux pratiques. Les cours auront lieu l'après-midi, de 14 heures à 17 heures, la matinée étant réservée à l'enseignement général.

**ART. 2.** — La répartition des élèves dans les différents services sera faite après accord avec des services intéressés : à Lomé, par le chef du service de l'enseignement, à Atakpamé et Sokodé, par le commandant du cercle, sur proposition du directeur de l'école régionale.

**ART. 3.** — A la fin du stage, le directeur du service intéressé remettra à chaque élève un certificat portant appréciations sur son assiduité, son caractère, ses aptitudes et son travail.

**ART. 4.** — Ces travaux pratiques constituent seulement un exercice scolaire qui ne peut engager l'administration à prendre à son service, à la fin du stage, les élèves qui l'auront suivi. Ceux-ci conserveront cependant un droit de priorité lors de demandes d'emploi éventuelles.

**ART. 5.** — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1941.

J. DELPECH.

**Produits et denrées de première nécessité**

**DECISION** N° 635 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant blocage partiel desdits stocks;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont libérées à la date du 30 août 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, les quantités ci-après :

## Riz :

F. A. O. . . . .	2.000 kilos.
S. C. O. A. . . . .	200 —
U. A. C. . . . .	8.000 —

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1941.

J. DELPECH.

Campagne du maïs

ARRETE N° 495 modifiant pour l'année 1941 la date d'ouverture de la campagne du maïs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 487 du 27 août 1941 portant ouverture de la campagne du maïs et fixant les prix d'achat minima à payer aux producteurs;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la nécessité d'assurer le ravitaillement du Sénégal;

Vu l'urgence;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne du maïs prévue par l'arrêté n° 487 du 27 août 1941 susvisé est modifiée, et est fixée au 3 septembre 1941.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de poste.

Lomé, le 3 septembre 1941.

J. DELPECH.

Enseignement

ARRETE N° 496 portant organisation du cours complémentaire de l'école Notre Dame des Apôtres à Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement privé au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 143 du 12 mars 1937 portant ouverture d'un cours supérieur à l'école Notre Dame des Apôtres;

Vu l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 organisant l'école primaire supérieure de Lomé;

Vu la demande de la directrice de l'école Notre Dame des Apôtres;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'école Notre Dame des Apôtres, est autorisée à ouvrir à Lomé un cours complémentaire de jeunes filles.

Cet établissement est soumis aux règles édictées, pour l'enseignement privé, par l'arrêté du 27 octobre 1933 modifié par celui du 14 décembre 1937.

La directrice doit être titulaire du brevet supérieur de l'enseignement primaire ou du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

ART. 2. — Les élèves sont recrutées par voie de concours et en principe parmi les élèves du cours supérieur féminin fonctionnant à l'école d'après les modalités de l'arrêté n° 462 du 25 août 1941.

Une décision du Commissaire de France fixe chaque année le nombre maximum de places mises au concours.

Sur la demande écrite des intéressées, contresignée par leurs parents ou tuteurs, les candidates venant d'autres écoles et ayant obtenu la moyenne exigée, pour l'ensemble des épreuves du concours, comme il est dit à l'article 6 ci-dessous pourront, après autorisation du Commissaire de France, et dans la limite du nombre des places disponibles, être admises comme élèves du cours complémentaire de l'école Notre Dame des Apôtres.

ART. 3. — Les candidates doivent être obligatoirement titulaires du certificat d'études et avoir 13 ans au moins et 16 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

ART. 4. — Le dossier de candidature, qui doit parvenir au chef du service de l'enseignement au moins un mois avant la date du concours, comprend :

1<sup>o</sup> — Une demande d'admission sur papier libre adressée au Commissaire de France, écrite et signée par l'intéressée, confirmée par le père, à défaut, le tuteur dont la signature est dûment légalisée, portant indication précise de la profession et domicile des parents;

2<sup>o</sup> — Une expédition de l'acte de naissance;

3<sup>o</sup> — Un certificat médical attestant que la candidate a été vaccinée et qu'elle est indemne de toute affection tuberculeuse cliniquement décelable;

4<sup>o</sup> — Une fiche scolaire donnant des indications précises sur le travail, les aptitudes, le caractère et la conduite de la candidate.

ART. 5. — Au cas où l'école subviendrait en totalité ou en partie aux frais d'étude et d'internat de certaines élèves un contrat, entre :

La directrice de l'école d'une part,

d'autre part l'élève et conjointement avec elle son père ou tuteur, déterminera les obligations de celle-ci et, s'il y a lieu, le temps pendant lequel elle s'engagera à servir en qualité de monitrice de l'enseignement pour le compte de la mission Notre Dame des Apôtres. Ce temps ne pourra être supérieur à 10 années.

En cas de rupture du contrat, du fait de l'élève, l'école ne pourra exiger que le remboursement des frais d'étude et d'internat qu'elle a effectivement avancés. Si des raisons de santé dûment constatées empêchent l'élève de remplir ses obligations, l'école ne pourra prétendre à une compensation de quelque nature que ce soit.

Les contrats seront soumis, avant signature des parties, au visa du chef du service de l'enseignement.

ART. 6. — Le concours d'admission est celui prévu pour l'entrée à l'école primaire supérieure de Lomé, tel qu'il est déterminé par les articles 5, 6 et 7 de l'arrêté du 25 août 1941.

La commission chargée de surveiller et de corriger les épreuves reste celle fixée par l'article 8 de l'arrêté du 25 août 1941 susvisé. Elle comprend, outre les membres qui y sont désignés :

La directrice du cours complémentaire Notre Dame des Apôtres.

ART. 7. — La durée des études est de 3 ans. Le programme des matières enseignées et la répartition de l'horaire sont ceux de l'école primaire supérieure de Lomé en ce qui concerne la section féminine. L'enseignement religieux est laissé à l'initiative de la Mission.

ART. 8. — Au cours de chaque année scolaire les élèves subissent avant les vacances de Noël et Pâques des examens de classement portant sur les matières enseignées.

Ce classement est établi d'après une note moyenne résultant des notes de compositions avec coefficient 2 et des notes de classes arrêtées chaque mois sans coefficient.

La note de conduite, affectée du coefficient 3 sera incluse dans les notes de classe. Les différentes matières d'enseignement seront affectées des coefficients dont elles jouissent à l'examen du certificat d'enseignement primaire supérieur.

A la fin de l'année scolaire les élèves de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année subissent un examen de passage. Les matières sur lesquelles elles seront amenées à composer sont fixées chaque année par le chef du service de l'enseignement après avis de la directrice du cours complémentaire. Ces matières seront affectées des mêmes coefficients que ceux fixés pour l'examen du certificat d'enseignement primaire supérieur.

La liste d'admission, approuvée par le chef du service de l'enseignement, est établie d'après une moyenne générale résultant :

- 1<sup>o</sup> — Des notes de l'examen de passage (coefficient 2) ;
- 2<sup>o</sup> — Des moyennes des notes des 2 classements d'année (coefficient 1).

ART. 9. — Les élèves ayant obtenu à la moyenne générale calculée, comme il est dit à l'article 8 ci-dessus, une note au moins égale à 10/20, passent à la classe supérieure.

Les autres sont licenciées par décision du Commissaire de France. Celui-ci peut autoriser certaines d'entre elles à redoubler l'année, sur leur demande écrite, après avis favorable du chef du service de l'enseignement.

ART. 10. — Pour chaque élève et pendant toute la durée de sa scolarité un carnet de notes est tenu sur lequel figurent les notes trimestrielles et annuelles ainsi que l'appréciation des maîtres et de la directrice. Chaque trimestre et en fin d'année scolaire un bulletin de notes est adressé aux familles.

ART. 11. — A la fin de leur 3<sup>e</sup> année, les élèves sont tenues de se présenter à l'examen du certificat d'enseignement primaire supérieur dont les modalités sont fixées par les articles 18 à 23 de l'arrêté n° 462 du 25 août 1941.

A cet effet, la commission prévue à l'article 18 du susdit arrêté comprendra en outre :

- La directrice du cours complémentaire ;
- Un représentant de la Mission catholique.

ART. 12. — Les élèves qui n'obtiennent pas le certificat d'enseignement primaire supérieur peuvent exceptionnellement, sur leur demande écrite, être autorisées par décision du Commissaire de France et après avis favorable du jury de l'examen, à redoubler leur 3<sup>e</sup> année.

ART. 13. — Le règlement intérieur de l'école, le tableau d'emploi du temps général sont établis par la directrice et approuvés par le chef du service de l'enseignement.

ART. 14. — Les élèves assistent obligatoirement et ponctuellement à tous les services scolaires : classes, études, etc.

En cas d'empêchement pour maladie ou autre cause elles doivent en aviser la directrice.

Aucune autorisation d'absence ne peut être accordée en dehors des vacances scolaires, sauf pour des raisons familiales exceptionnelles.

ART. 15. — Les élèves malades à moins d'empêchement absolu, doivent se présenter à la visite du docteur. Elles ont droit à la gratuité des consultations, des soins et des médicaments. Elles seront porteuses d'un cahier de visite visé par la directrice.

ART. 16. — Les seules punitions autorisées sont :

- 1<sup>o</sup> — Les mauvaises notes et la consigne ;
- 2<sup>o</sup> — La reprimande, infligée par la directrice ;
- 3<sup>o</sup> — Le blâme, infligé, par le chef du service de l'enseignement ;
- 4<sup>o</sup> — L'exclusion définitive, prononcée par le Commissaire de France après avis du chef du service de l'enseignement.

Ces punitions seront portées au carnet de notes prévu à l'article 10.

ART. 17. — Sont inscrites chaque mois au tableau d'honneur les élèves qui réunissent les conditions suivantes :

- Moyenne générale au moins égale à 13 avec une note de conduite qui ne peut être inférieure à 15.
- Aucun zéro en leçons.

ART. 18. — En fin d'année scolaire, la directrice établit un rapport général sur le fonctionnement de l'école et sur les résultats obtenus pendant l'exercice écoulé et l'adresse au chef du service de l'enseignement.

#### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ART. 19. — Exceptionnellement, et pour l'année scolaire 1941-1942 seulement, les candidates seront dispensées du concours prévu à l'article 2 ci-dessus. L'admission sera faite sur examen des dossiers après avis de la directrice du cours complémentaire et sur la proposition du chef du service de l'enseignement.

ART. 20. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 septembre 1941.

J. DELPECH.

**Cadre local indigène des chemins de fer  
et du wharf du Togo**

**ARRETE N° 498 fixant les modalités et le programme de l'examen professionnel imposé aux candidats à admettre dans le cadre local indigène des chemins de fer et du wharf, directement à l'un des emplois comportant un traitement de 4.600 francs.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 239 du 1<sup>er</sup> mai 1934 réglant à nouveau le statut du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf et le texte qui l'a modifié ou complété;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et mines, directeur du réseau des chemins de fer du Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER. — Lieu et commission.** — L'examen professionnel prévu à l'article 3 (paragraphe 2) de l'arrêté 239 du 1<sup>er</sup> mai 1934 est passé au chef-lieu du Territoire devant une commission composée comme suit :

Le directeur du réseau des chemins de fer	<i>Président</i>
Un administrateur désigné par le Commissaire de France,	
L'adjoint au directeur du réseau des chemins de fer,	
Le chef du bureau du personnel,	} <i>Membres</i>
Le chef du service de l'exploitation, rapporteur,	
Le chef du service auquel appartient le candidat.	

**ART. 2. — Demandes des candidats.** — Les candidats adressent leur demande, par la voie hiérarchique au Commissaire de France au plus tard le 1<sup>er</sup> mars ou le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année. Exceptionnellement et pour l'année 1941, les demandes seront reçues au plus tard le trentième jour suivant la parution au *Journal officiel* du présent arrêté.

**ART. 3. — Date de l'examen et réunion de la commission.** — Le Commissaire de France fixe chaque année la date à laquelle doit avoir lieu l'examen. La commission prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-avant se réunit sur la convocation de son président.

**ART. 4. — Sujet de composition.** — Les sujets de composition sont choisis à raison de trois questions par matière par le directeur du réseau des chemins de fer et placés sous enveloppes scellées portant indication de l'emploi qu'ils concernent. Ces enveloppes sont adressées au Commissaire de France 8 jours avant la date fixée de l'examen. Celui-ci arrête les sujets de composition et les adresse sous enveloppes scellées au président de la commission visée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, la veille ou au plus tard le jour de l'examen le matin à 8 heures.

**ART. 5. — Conduite de l'examen.** — Les candidats doivent établir leurs compositions et exécuter leurs travaux sans le secours d'aucune documentation.

Le directeur du réseau des chemins de fer en choisissant les sujets de l'examen détermine, le cas échéant, le nombre et la qualité des auxiliaires nécessaires à l'exécution de travaux particuliers.

Chaque séance est surveillée par un membre de la commission ou par un fonctionnaire ou agent désigné par le président de la commission.

Pour les épreuves comportant plusieurs séances, le travail déjà exécuté sera rassemblé à la fin de chaque séance par le surveillant et remis par lui au début de la séance suivante.

**ART. 6. — Dossier d'examen. — Correction des épreuves.** — Aussitôt après la dernière séance, un procès-verbal est établi et signé par la commission entière et les épreuves notées immédiatement.

Le procès-verbal de la commission mentionne l'avis de la commission au sujet de l'admission des candidats conformément à l'article 7 ci-après.

Le procès-verbal et les épreuves sont remis au président de la commission qui les transmet au Commissaire de France.

**ART. 7. — Admission et nomination.** — Aucun candidat ne peut être déclaré admis à l'examen s'il ne totalise la moyenne générale minimum de 12 sur 20 à la condition toutefois qu'il n'ait obtenu aucune note inférieure à 5 sur 20.

La nomination des candidats admis est prononcée par le Commissaire de France dans la limite des places disponibles.

Les candidats admis mais ne pouvant être nommés faute de vacance conservent le bénéfice de leur admission pour une nomination ultérieure. Cette nomination si elle doit intervenir ne concède à l'agent aucun droit à l'ancienneté de service résultant du laps de temps compris entre sa nomination et la date à laquelle il aurait été nommé s'il y avait eu vacance.

**ART. 8. — Programme de l'examen.** — Ce programme est fixé comme ci-après :

	DUREE	COTATION	Coefficient
<b>I<sup>o</sup> — Epreuves écrites</b>			
1 <sup>o</sup> — Rapport sur une question de service . . .	1 <sup>h</sup> 1/2	de 0 à 20	2
2 <sup>o</sup> — Arithmétique et géométrie . . . . .	45'	de 0 à 20	1
3 <sup>o</sup> — Epreuves techniques de bureau . . . . .	à déterminer	de 0 à 20	5
<b>II<sup>o</sup> — Epreuves orales</b>			
1 <sup>o</sup> — Mode d'organisation d'un travail (notions élémentaires). . . .	variable	de 0 à 20	1
2 <sup>o</sup> — Notions élémentaires sur la pratique des travaux . . . . .	—	de 0 à 20	1
3 <sup>o</sup> — Notions élémentaires sur la comptabilité du chemin de fer . . .	—	de 0 à 20	1

**ART. 9.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 septembre 1941.

J. DELPECH.

**Cadre local indigène des Travaux Publics**

**ARRETE N° 499 fixant les modalités et le programme de l'examen professionnel imposé aux agents auxiliaires employés dans l'administration en vue de leur admission dans le cadre local des maîtres ouvriers des travaux publics.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 239 du 1<sup>er</sup> mai 1934 réglant à nouveau le statut du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf et le texte qui l'a modifié ou complété;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des mines;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER. — Lieu et commission.** — L'examen professionnel mentionné au parag. 3 de l'article 3 de l'arrêté n° 239 du 1<sup>er</sup> mai 1934 susvisé est passé au chef-lieu du Territoire devant une commission composée comme suit :

Le chef du service des travaux publics et des mines . . . . . *Président*

Un administrateur désigné par le Commissaire de France,  
L'adjoint au chef du service des T. P. et mines,  
Le chef du bureau du personnel,  
Le chef de la subdivision des T. P. sud rapporteur. . . . . *Membres*

**ART. 2. — Demandes des candidats.** — Les candidats adressent leur demande, par la voie hiérarchique, au Commissaire de France au plus tard le 1<sup>er</sup> mars ou le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année. Exceptionnellement et pour l'année 1941 les demandes seront reçues au plus tard le trentième jour suivant la parution au journal officiel du présent arrêté.

**ART. 3. — Réunion de la commission et date d'examen.** — Le Commissaire de France fixe chaque année la date à laquelle doit avoir lieu l'examen. La commission se réunit sur la convocation de son président.

**ART. 4. — Sujet de composition.** — Les sujets de composition sont choisis à raison de trois questions par matière par le chef du service des travaux publics et des mines et placés sous enveloppes scellées portant indication de l'emploi qu'ils concernent. Ces enveloppes sont adressées au Commissaire de France 8 jours avant la date fixée de l'examen. Celui-ci arrête les sujets de composition et les adresse sous enveloppes scellées au président de la commission visée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, la veille ou au plus tard le jour de l'examen le matin à 8 heures.

**ART. 5. — Conduite de l'examen** — Les candidats doivent établir leurs compositions et exécuter leurs travaux sans le secours d'aucune documentation.

Le chef du service des travaux publics et des mines en choisissant les sujets de l'examen détermine le cas échéant le nombre et la qualité des auxiliaires nécessaires à l'exécution de travaux particuliers.

Chaque séance est surveillée par un membre de la commission ou par un fonctionnaire ou agent désigné par le président de la commission.

Pour les épreuves comportant plusieurs séances, le travail déjà exécuté sera rassemblé à la fin de chaque séance par le surveillant et remis par lui au début de la séance suivante.

**ART. 6. — Dossier d'examen. — Correction des épreuves.** — Aussitôt après la dernière séance, un procès-verbal est établi et signé par la commission entière et les épreuves notées immédiatement.

Le procès-verbal de la commission mentionne l'avis de la commission au sujet de l'admission des candidats conformément à l'article 7 ci-après.

Le procès-verbal et les épreuves sont remis au président de la commission qui les transmet au Commissaire de France.

**ART. 7. — Admission et nomination.** — Aucun candidat ne peut être déclaré admis à l'examen s'il ne totalise la moyenne générale minimum de 12 sur 20 à la condition toutefois qu'il n'ait obtenu aucune note inférieure à 5 sur 20.

La nomination des candidats admis est prononcée par le Commissaire de France dans la limite des places disponibles.

Les candidats admis mais ne pouvant être nommés faute de vacances conservent le bénéfice de leur admission pour une nomination ultérieure. Cette nomination si elle doit intervenir ne concède à l'agent aucun droit à l'ancienneté de service résultant du laps de temps compris entre sa nomination et la date à laquelle il aurait été nommé s'il y avait eu vacance.

**ART. 8. — Programme de l'examen** — Ce programme est fixé comme ci-dessous :

	DUREE	COTATION	CORRÉLÉ
<b>I<sup>o</sup> — Epreuves écrites</b>			
1 <sup>o</sup> — Rapport sur une question technique de service . . . . .	2 <sup>h</sup>	de 0 à 20	2
2 <sup>o</sup> — Arithmétique et géométrie . . . . .	1 <sup>h</sup>	de 0 à 20	1
3 <sup>o</sup> — Epreuves techniques de bureaux ou d'atelier . . . . .	à déterminer		5
<b>II<sup>o</sup> — Epreuves orales</b>			
Méthode d'organisation d'un travail . . . . .	variable	de 0 à 20	1
Notions élémentaires sur la pratique des travaux . . . . .	variable	—	1
Lecture d'un plan d'exécution d'un travail de chantier ou d'atelier . . . . .	—	—	1

**ART. 9.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 septembre 1941.

J. DELPECH.

**Ecole Primaire Supérieure de Lomé**

**ARRETE** N° 500 fixant le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien des élèves de l'école primaire supérieure de Lomé pour l'année scolaire 1941-1942 et le montant de l'avance consentie à l'économe.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé;

Vu le procès-verbal du conseil de perfectionnement en date du 10 juillet 1941;

Vu les prévisions budgétaires;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien, pour les élèves internes de l'école primaire supérieure de Lomé, est fixé comme suit pour l'année scolaire 1941-1942 :

1 <sup>o</sup> — Frais de nourriture . . . . .	4,50
2 <sup>o</sup> — Frais d'habillement et d'entretien . . . . .	2,—
3 <sup>o</sup> — Frais de logement . . . . .	0,50

**ART. 2.** — Le montant de l'avance consentie à l'économe est fixé à 3.000 francs (trois mille francs).

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 septembre 1941.

J. DELPECH.

**Produits et denrées de première nécessité**

**DECISION** N° 643 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est libérée à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, la quantité ci-après :

**VIN :**

Cie. F. A. O. . . . . 6.000 litres.

**ART. 2.** — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 5 septembre 1941.

J. DELPECH.

**DECISION** N° 644 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

Vu l'autorisation de sortie de 1.000 kgs. de riz, destinés au ravitaillement du s/s « Saint Louis »;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est libérée à la date du 4 septembre 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, la quantité ci-après :

**Riz :**

U. A. C. . . . . 1.000 kgs.

**ART. 2.** — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 5 septembre 1941.

J. DELPECH.

**DECISION** N° 653 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est libérée à la date du 6 septembre 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, la quantité ci-après :

**Riz :**

U. A. C. . . . . 200 kilos  
destiné au ravitaillement de l'hôpital de Lomé.

**ART. 2.** — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1941.

J. DELPECH.

**Organisation administrative**

**ARRETE** N° 509 portant création d'une direction de police et de sûreté.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;



Vu le décret du 21 mai 1931 réglementant l'exercice de la police judiciaire en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 31 janvier 1935 rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 21 mai 1931 réglementant l'exercice de la police judiciaire en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté n° 157 du 11 mars 1933 organisant le cadre supérieur de la police au Togo;

Vu l'arrêté n° 158 du 11 mars 1933 créant le cadre subalterne de la police;

Vu l'arrêté n° 466 du 6 novembre 1940 portant création et organisation du service de la sûreté;

Vu l'arrêté n° 175 du 9 avril 1941 modifiant et complétant l'arrêté n° 466 du 6 septembre 1940, portant création et organisation du service de la sûreté au Togo;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Il est créé dans le territoire du Togo une direction de police à laquelle est rattaché un service spécial de sûreté. Son siège est à Lomé.

Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1941.

J. DELPECH.

### ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

#### ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

##### PERSONNEL EUROPEEN

###### Intégration

Par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française du 2 août 1941 :

Sont intégrés dans le cadre commun supérieur des travaux publics pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941 les adjoints techniques du cadre auxiliaire dont les noms suivent :

*Au grade d'adjoint technique principal de 3<sup>e</sup> classe :*  
M.M.

René de Guise, qui conserve dans cet emploi un rappel d'ancienneté pour services militaires de 2 mois 14 jours ainsi qu'une ancienneté de 6 mois dans ce grade.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Passage à l'échelon supérieur

Par décision n° 661 du :

9 septembre 1941. — Le deuxième paragraphe de l'article premier de la décision n° 801 du 31 décembre 1940 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

M. Bonnard Louis, sous-inspecteur d'exploitation avant 4 ans, qui compte 24 mois d'ancienneté et de séjour colonial au 31 mars 1940, passe à l'échelon après 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 1940 au point de vue exclusif de l'ancienneté et à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1940 au point de vue de la solde.

Le reste sans changement.

### PERSONNEL INDIGENE

#### Promotions

##### Personnel des Travaux Publics

Par arrêté n° 489 du :

27 août 1941. — Est promu dans le personnel du cadre local indigène des travaux publics, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, au point de vue de la solde et de l'ancienneté :

*Au grade de maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe :*

Kouévi Joseph, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

##### Personnel des chemins de fer et du wharf

Par arrêté n° 490 du :

27 août 1941. — Sont promus dans le personnel du cadre local indigène des chemins de fer et du wharf, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941 au point de vue de la solde et de l'ancienneté :

*Au grade de chef de station de 4<sup>e</sup> classe :*

Dedry Vincent, facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe.

Brenner Frédéric, facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe.

Lawson William, facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe.

Dognon Grégoire, facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier principal de 2<sup>e</sup> classe :*

Adékambi Michel, maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe :*

Vendelinus Abotchie, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

Mensah Christophe, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

Aziadapou Jacob, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

Par arrêté n° 516 du :

9 septembre 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941, dans le personnel du cadre local indigène des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo :

*Au grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*

Tètè Antoine, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*

Sant'Anna Michel, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

##### Personnel de la télégraphie sans fil

Par arrêté n° 488 du :

27 août 1941. — Est promu dans le personnel du cadre local indigène de la T. S. F., pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, au point de vue de la solde et de l'ancienneté :

*Au grade de commis principal de T. S. F. de 3<sup>e</sup> classe :*

Ebanda Ernest, commis principal de T. S. F. de 4<sup>e</sup> classe.

##### Commis d'Administration

Par arrêté n° 511 du :

9 septembre 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941, dans le personnel du cadre local indigène des commis d'administration du territoire du Togo :

*Au grade de commis principal de 5<sup>e</sup> classe :*

Alomenou Emmanuel, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

da Ernestho Léopold, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe :*

da Sylva Yacinthe, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe.

Dossah Paul, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe.  
Lawson Jacob, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe :*  
Messah Sylvanus Pierre, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

Kitissou Mathias, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
*Au grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe :*  
Johnson Nicolas, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe :*  
Pascal Emile, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.  
Gbedey Théophile, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.  
Hantz Richard, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.  
Apété Martin, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe :*  
Moèvi Sébastien, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.  
Amouzou Adolphe, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe.

#### *Personnel des Douanes*

Par arrêté n° 512 du :

9 septembre 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941, dans le personnel du cadre local indigène des douanes du territoire du Togo :

*Au grade de préposé de 3<sup>e</sup> classe :*

Eklou Michel, préposé de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 6<sup>e</sup> classe :*

Lawson Drackey Joseph, préposé de 7<sup>e</sup> classe.

#### *Personnel de l'Enseignement*

Par arrêté n° 513 du :

9 septembre 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941, dans le personnel du cadre local indigène de l'enseignement du territoire du Togo :

##### ENSEIGNEMENT OFFICIEL

*Au grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*  
Kponton Hubert, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*  
Kouassi Daniel, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.  
Randolph Adéline, monitrice de 2<sup>e</sup> classe.

#### *Personnel de la Santé*

Par arrêté n° 514 du :

9 septembre 1941. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941, dans le personnel du cadre local indigène de la santé publique du territoire du Togo :

*Au grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*  
Tigoué Joseph, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*  
Lawson Bidi Anna, infirmière-major de 4<sup>e</sup> classe.  
Adoglo Valentin, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*  
Gnassounou Toussaint, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*  
Agbodjan Etienne, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.  
Afanou Louis, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

#### *Personnel de l'Agriculture*

Par arrêté n° 515 du :

9 septembre 1941. — Est promu, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941, dans le personnel du cadre local indigène de l'agriculture du territoire du Togo :

*Au grade de moniteur agricole de 3<sup>e</sup> classe :*  
Gokounous Rémi, moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

#### *Plantons*

Par arrêté n° 517 du :

9 septembre 1941. — Est promu, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941, dans le personnel du cadre local indigène des plantons du territoire du Togo :

*Au grade de planton de 6<sup>e</sup> classe :*  
Assagba Michel, planton de 7<sup>e</sup> classe.

#### *Retraites*

Par arrêté n° 491 du :

27 août 1941. — Le planton de 7<sup>e</sup> classe Gaoussou Soumanou, reconnu hors d'état de continuer ses fonctions, est admis d'office à la retraite pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1941.

Par arrêté n° 518 du :

9 septembre 1941. — Les agents des cadres locaux indigènes du Togo dont les noms suivent sont admis d'office à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941 :

M. Adoté Herbert, maître-ouvrier principal de 1<sup>re</sup> cl. des chemins de fer, 55 ans d'âge, 33 ans 3 mois de services effectifs, (retraite pour ancienneté).

M. Botnas Joseph, maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer, 61 ans d'âge, 32 ans 10 mois 27 jours de services effectifs, (retraite pour ancienneté).

M. Ayité Samson, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des chemins de fer, 55 ans d'âge, 35 ans 1 mois 23 jours de services effectifs, (retraite pour ancienneté).

M. Adenka Athanasius, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe des chemins de fer, 55 ans d'âge, 32 ans 6 mois 27 jours de services effectifs, (retraite pour ancienneté).

M. Freitas Jean-Marie, chef mécanicien de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer, 61 ans d'âge, 28 ans 1 mois 29 jours de services effectifs, (retraite proportionnelle).

M. Djondo Pierre, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des travaux publics, 61 ans d'âge, 27 ans 3 mois de services effectifs, (retraite proportionnelle).

M. Barboza Jean, surveillant-chef de route de 3<sup>e</sup> cl., 57 ans d'âge, 39 ans 7 mois 10 jours de services effectifs, (retraite pour ancienneté).

#### *Forces de Police*

##### *Rengagements — Licenciement*

Par arrêté n° 459 du :

24 août 1941. — Sont rengagés pour 1 an, les gardes dont les noms suivent :

Tanoré, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 760.

Bilégnan, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 708.

Leur contrat expirera le 1<sup>er</sup> juillet 1942.

Le garde de 2<sup>e</sup> classe Séro, N° Mle 1049, est licencié pour inaptitude professionnelle et rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1941.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 lui sont accordés pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

#### *Punitions*

Par décision n° 624 du 24 août 1941 :

Une punition de 30 jours d'arrêts de rigueur avec retenue de solde est infligée au brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe Kouma pour faute grave en service.

Par décision n° 640 du 3 septembre 1941 :

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des miliciens dont les noms suivent, pour abandon de poste :

Simnogou, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/650 BT.  
Gbégénédj Michel, stagiaire catégorie B., N° Mle M/737 BT.

#### Agents auxiliaires

##### Licenciements

Par décision n° 625 du :

24 août 1941. — Les agents auxiliaires dont les noms suivent, sont licenciés de leur emploi et rayés du contrôle à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941 pour abandon de poste :

Tchala, bourreur.  
Augustin, bourreur.

Par décision n° 626 du :

24 août 1941. — L'agent auxiliaire Klanvi est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour compter du 11 juillet 1941 pour le motif suivant :

« Refus de rejoindre son nouveau poste d'affectation ».

Par décision n° 628 du :

27 août 1941. — L'agent auxiliaire Pierre Germain est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour compter du 21 juillet 1941, daté de son incarcération.

Par décision n° 629 du :

27 août 1941. — L'agent auxiliaire Atsou est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour compter du 17 août 1941, pour « absences irrégulières répétées ».

##### Nominations

Par décision n° 659 du :

7 septembre 1941. — Le nommé Attiogbé Jean est engagé en qualité d'agent auxiliaire à 300 francs par mois, à titre provisoire et sous réserve de l'accomplissement d'un stage minimum de trois mois et d'une durée maximum de un an.

Erratum à la décision n° 552 du 31 juillet 1941 portant nomination d'agents auxiliaires stagiaires. J. O. T. n° 430 du 1<sup>er</sup> août 1941, page 411, 1<sup>re</sup> colonne, 48<sup>e</sup> ligne.

Au lieu de :

Obikpi Marie . . . . . 150 francs.

Lire :

Obikpi Marie, titulaire du diplôme de sortie du cours complémentaire . . . . . 275 francs.

## DIVERS

##### Avance de solde

Par décision n° 619 du :

24 août 1941. — Une avance de solde de deux mois de solde de congé soit deux mille cent trente trois francs trente centimes (2.133,30) est accordée à M. Mandon René, surveillant de 2<sup>e</sup> classe des travaux publics.

Cette avance de solde sera remboursable par quart au retour de l'intéressé.

#### Commissions

Par décision n° 620 du :

24 août 1941. — Une commission composée de :  
M. Dulphy, administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet . . . . . *Président*  
M.M. Milleliri, adjoint-principal des services civils des colonies, délégué du chef du bureau du personnel, *Membres*  
Réhart, commissaire principal de police.

se réunira le lundi 1<sup>er</sup> septembre 1941 à 7 heures 30 dans les bureaux du gouvernement (salle des conférences), à l'effet de faire subir les épreuves du concours à l'emploi d'inspecteur stagiaire de police.

Par décision n° 621 du :

24 août 1941. — Une commission composée de :  
M. Dulphy, administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet . . . . . *Président*  
M.M. Sanson, administrateur des colonies chef du bureau des finances, *Membres*  
Roche, administrateur des colonies chef du service de la sûreté,  
Milleliri, adjoint principal des services civils des colonies, délégué du chef du bureau du personnel.

se réunira, sur la convocation de son président, à l'effet de corriger les compositions des candidats admis à se présenter au concours pour l'emploi d'inspecteur stagiaire de la police.

Par décision n° 631 du :

30 août 1941. — Une commission composée de :  
M. Sanson, chef du bureau des finances *Président*  
M.M. Dabezies, chef de la section des transports routiers, *Membres*  
De Guise Robert, chef de la section du matériel,  
Lhuissier, chef de la section automobile.

se réunira sur la convocation de son président en vue de procéder à la condamnation d'un moteur de moto-concasseur en service à la société de prévoyance de Tsévié.

Par décision n° 655 du :

7 septembre 1941. — Une commission composée de :  
M. Saint-Prix, procureur de la République. *Président*  
M.M. Dole, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, *Membres*  
de Souza Félicio, notable.

tous trois membres titulaires du conseil d'administration du Territoire, se réunira sur la convocation de son président, et dans la première quinzaine du mois de septembre, à l'effet de constater, en ce qui concerne les comptes administratifs du budget local et du budget d'emprunt de l'exercice 1940, la concordance entre les écritures du trésor et celles des services d'ordonnement des dits budgets.

Par décision n° 656 du :

7 septembre 1941

Une commission composée de :

M. Sanson, administrateur des colonies,  
chef du bureau des finances. *Président*

M.M. Milleliri, adjoint principal des ser-  
vices civils des colonies, } *Membres*  
Degoul, commis des services civils  
des colonies,

De Guise, adjoint principal des ser-  
vices civils des colonies. *Secrétaire*  
se réunira, sur convocation de son président, à l'effet

1° — de procéder à l'inventaire du matériel en  
compte à l'hôtel du commissariat de France;

2° — de proposer le matériel susceptible d'être  
condamné.

### Comité fédéral de l'Education générale et des sports

Par décision n° 1510 p. du Gouverneur général,  
Haut-Commissaire de l'Afrique française du 26 avril  
1941, M. Félix Martine, administrateur en chef des  
colonies, président de la délégation municipale spé-  
ciale de Dakar, est chargé des fonctions de président  
du comité fédéral de l'éducation générale et des sports  
de l'Afrique occidentale française et du Togo.

### Dégrèvements

Par arrêté n° 472 du :

25 août 1941. — Sont accordés les dégrèvements  
suivants :

#### Exercice 1940

Lomé-villé : Rôle N° 71 article 20 — Achade Pierrot. . . . .  
— — — 32 — Tazo Pierrot. . . . .  
Totaux . . . . .

Sokodé : Rôle N° 132 article 4 — Gasser Auguste. . . . .

#### Exercice 1941

Anécho : — Rôle N° 54 article 6 — R. P. Baltz . . . . .  
— — — 11 — — Franck Joseph . . . . .  
— — — 23 — — Lingenheim Jérôme . . . . .  
— — — 24 — R. F. Lieshout Mathias B. . . . .  
— — — 31 — R. P. Wieder Antoine . . . . .  
Totaux . . . . .

Sokodé : Rôle N° 56 article 13 R. P. Strebler . . . . .  
— — — 21 R. P. Le Lièvre Gabriel . . . . .  
— — — 22 R. P. Boursin . . . . .  
Totaux . . . . .

Lama-Kara : Rôle N° 61 article 4 — R. P. Malassenet Emile  
— — — 5 — R. P. Brungard Antoine  
— — — 6 — R. P. Gasser Auguste . . . . .  
Totaux . . . . .

Sansanné-Mango : Rôle N° 57 article 4 — R. P. Christ Eugène.  
— — — 5 — R. P. Diebold Albert.  
— — — 8 — R. P. Krauss Jules . . . . .  
Totaux . . . . .

TAXE SUR ARME PERF.	C. A.	TOTAL
20,—	1,—	21,—
20,—	1,—	21,—
40,—	2,—	42,—
IMPÔT PERSONNEL	RACHAT DES PREST.	TOTAL
230,—	40,—	270,—
IMPÔT PERSONNEL	RACHAT DES PRESTA.	TOTAL
230,—	40,—	270,—
230,—	40,—	270,—
230,—	40,—	270,—
230,—	40,—	270,—
230,—	40,—	270,—
1.150,—	200,—	1.350,—
230,—	40,—	270,—
230,—		230,—
230,—		230,—
690,—	40,—	730,—
230,—	40,—	270,—
230,—	40,—	270,—
230,—	40,—	270,—
690,—	120,—	810,—
230,—	40,—	270,—
230,—	40,—	270,—
230,—	40,—	270,—
690,—	120,—	810,—

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ces dégrèvements en réduction de ses prises en charge.

### Enseignement

Par décision du Gouverneur général, Haut-Commis-  
saire de l'Afrique française du 26 juillet 1941, sont  
admis à l'école technique supérieure de l'Afrique occi-  
dentale française, les élèves désignés ci-après, classés  
par ordre de mérite :

2 — Albert Franklin, (Togo)

6 — Adama Godfroy (Togo)

Par décision du Gouverneur général, Haut-Commis-  
saire de l'Afrique française du 11 août 1941, sont

admis à l'école normale rurale de Katibougou les élèves désignés ci-après, classés par ordre de mérite :

6 — Kouadjovi Ahadjé (Togo)

16 — Awu Koffi (Togo)

19 — Paul Messanh (Togo)

25 — Komlan Kouma (Togo)

Par décision n° 633 du :

30 août 1941. — Sont admis, par ordre de mérite, en 1<sup>re</sup> année de l'école primaire supérieure de Lomé, les élèves dont les noms suivent :

1<sup>er</sup> — Babeleme Tinankpa,

2<sup>e</sup> — Assogbavi Kokou,

3<sup>e</sup> — Geay Maurice,

4<sup>e</sup> — Francis Paul,

5<sup>e</sup> — Kekeh Albert,

6<sup>e</sup> — Lawson B. Daniel,

7<sup>e</sup> — Wilson Adjété,

8<sup>e</sup> — Placca Joseph,

9<sup>e</sup> — Carbou Henri,

10<sup>e</sup> — Kouevi Ayi,

11<sup>e</sup> — Missodey Pierre,

12<sup>e</sup> — Attiogbe Emmanuel,

13<sup>e</sup> — Messan Anani.

Par décision n° 641 du :

4 septembre 1941. — Est constaté le passage en 2<sup>e</sup> année des élèves de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo dont les noms suivent :

Semedo Kouassi,

Gonçalvès Hilaire,

Bedou Vincent,

Aghekponou Kodjo,

Lawson John.

Il est attribué à chaque élève une bourse mensuelle de 210 francs pour les 3 derniers mois de l'année 1941 et de 250 francs pour le reste de l'année scolaire.

#### Exportation des produits de la récolte 1940-1941

Par décision n° 654 du :

7 septembre 1941. — Est fixée à nouveau comme suit la composition de la commission nommée par décision n° 356 du 6 mai 1941 prévue à l'article 9 du règlement d'achat du 24 mars 1941 :

M. Mancion, inspecteur de l'agriculture, à défaut d'un administrateur des colonies disponible. *Président*

M.M. Degoul, commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils des colonies,

Pauc, agent contractuel,

Boury, chef du service du mouve-

ment du réseau des chemins de fer,

Robert, inspecteur des produits,

François, employé à la

S. C. O. A.

Vappereau, employé à la

F. A. O.

*Membres*

*représentants*

*des*

*exportateurs*

#### Frais funéraires

Par décision n° 663 du :

9 septembre 1941. — Est accordée à M. William M. Fumey, la somme de trois cents francs (300 frs.), au titre de remboursement des frais funéraires sup-

portés par lui à l'occasion du décès de son neveu, Mensah Kougbo, ex-docker du wharf, survenu à Lomé le 16 juillet 1941.

#### Gratification

Par arrêté n° 471 du :

25 août 1941. — La gratification temporaire de réforme de cent quatre vingt quinze francs (195 frs.) accordée au garde de 2<sup>e</sup> classe Toarkan N° Mle 812 par arrêté n° 299 du 8 juin 1939 est convertie en gratification permanente pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1940.

#### Justice

Par arrêté n° 497 du :

4 septembre 1941. — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 11 du 8 janvier 1941 nommant des assesseurs européens près les tribunaux criminels du Territoire pour l'année 1941 :

R. P. Boursin Théophile,

M.M. Azémard Pierre,

Horard Léon,

Robin Elie.

#### Licences

Par arrêté n° 469 du :

25 août 1941. — Est accordée pour l'année 1941 l'autorisation supplémentaire de licence ci-après :

CERCLE DU CENTRE

Licence de 3<sup>e</sup> classe :

Jonathan Djokoto, 1 à Kpélé-Elé (subdivision de Klouto).

Par arrêté n° 470 du :

25 août 1941. — Est accordée pour l'année 1941 l'autorisation supplémentaire de licence ci-après :

CERCLE DE SOKODÉ

Licence de 4<sup>e</sup> classe :

Fiawoo Paul . . . . . 1 à Sokodé.

#### Libération conditionnelle

Par arrêté n° 457 du :

23 août 1941. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Amouzou dit Tella, condamné à un an de prison par jugement n° 240 du 21 octobre 1940 du tribunal du premier degré d'Anécho.

#### Résidence obligatoire

Par arrêté n° 486 du :

27 août 1941. — Le nommé Seydou, né à Mango, fils de feu Baoua et de feu Amata, condamné à six ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour, pour vol, par jugement du 18 septembre 1935, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision autonome de Mango pendant dix ans, pour compter du 4 septembre 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

#### Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 494 du :

30 août 1941. — M. Roche, administrateur des colonies, est nommé président du conseil d'administration du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, en remplacement de M. Foursaud, administrateur des colonies.

**Secours**

Par décision n° 642 du :

4 septembre 1941. — Un secours éventuel de QUATRE CENT VINGT-NEUF FRANCS VINGT CENTIMES (429 frs., 20) équivalant à un mois de solde de l'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe du chemin de fer d'Almeida Maoussi, décédé le 13 juin 1941, est accordé à la nommée Agnès Ayélé d'Almeida, fille du défunt.

Par décision n° 662 du :

9 septembre 1941. — Le bénéfice de sa solde contractuelle soit huit cent cinquante francs par mois (850 frs.), est accordé à l'ex-aide-médecin auxiliaire contractuel Diallo Tirmiziou du 26 juillet 1941 au 12 août 1941 inclus, période pendant laquelle il a dû séjourner à Dakar en se rendant dans sa colonie d'origine.

**Surveillance des prix**

(Séances des 13 et 29 août 1941)

**S. C. O. A.**

	Frs.
Sel gros. (En sacs de 100 kg.) — Le kilo . . . . .	1,55
Extrait de Javel, en poudre. — La boîte de 220 gr. . . . .	11,50
Confitures « Triumph ». — La boîte de 1 kg. . . . .	32,—
Sucre scié « Domino ». Le paquet de 1 kg. . . . .	14,75
Sucre semoule. — Le kilo . . . . .	13,50
Machine à coudre à main « Singer » . . . . .	2.900,—
Tissus de coton blanchi « Balzorite ». — La pièce de 30 mètres . . . . .	273,—
Colle forte. — Le sachet de 1 kg. . . . .	30,—
Chemises popeline kaki. — La pièce . . . . .	65,—
Chemises percale kaki. — La pièce . . . . .	62,—
Anis « Gras » (40°). — La Bout. de 1 litre . . . . .	56,—
Vins de liqueur « Vinani », « Vermouth », « Kola », « Aperitif du cap ». — La bout. de 1 litre . . . . .	35,—
Coquelles rondes (aluminium). — La pièce de 20 cm . . . . .	100,—
Coquelles rondes (aluminium). — La pièce de 25 cm . . . . .	125,—
Coquelles rondes (aluminium). — La pièce de 30 cm . . . . .	150,—

**G. B. OLLIVANT**

Sucre raffiné. — La boîte de 1 kg. . . . .	10,—
Ovomaltine. — La boîte de 250 gr. . . . .	16,—
Vichy « Celestins ». — La bout. . . . .	8,25
Cigarettes « Job ». — La cart. de 25 paquets . . . . .	57,50
Cigarettes « Nationales ». — La cartouche de 25 paquets . . . . .	57,—
Cigarettes « Monogrammes » — La cart. de 20 paquets . . . . .	50,—

**U. A. C.**

Lait concentré sucré « Mont blanc ». — La boîte de 400 gr. . . . .	13,85
Lait concentré non sucré « Berna ». — La boîte de 450 gr. . . . .	9,70
Grains de Vals. — Le flacon . . . . .	12,50
Chapeaux de fentre. — Suivant la qualité, par pièce . . . . .	43,50
— — — — —	28,—
— — — — —	26,—
— — — — —	22,—
— — — — —	25,—
— — — — —	35,—

**Terrains domaniaux**

Par arrêté n° 474 du :

25 août 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire à M. Edmond J. Fiawoo, profession de commerçant, demeurant à Sokodé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 41 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 1, parcelle 104 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de vingt six mille francs.

Par arrêté n° 475 du :

25 août 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire à la dame Josephine Wilson, profession de sage-femme auxiliaire, demeurant à Lomé, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 35 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 2, parcelle 104 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de vingt deux mille cinq cents francs.

Par arrêté n° 476 du :

25 août 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire à M. Blaise Foli Ekué-Akpa, profession d'aide-médecin, demeurant à Mission-Tové, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 57 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 3, parcelle 104 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de vingt sept mille cinquante francs.

Par arrêté n° 477 du :

25 août 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire à M. Emmanuel Kembley Fiawoo, profession d'employé de commerce, demeurant à Tsévié, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 13 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 4, parcelle 104 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de vingt-huit mille cent francs.

Par arrêté n° 478 du :

25 août 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire à M. Gottfried Edorh, employé de commerce, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 11 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 5, parcelle 104 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de vingt-sept mille francs.

Par arrêté n° 479 du :

25 août 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire à la dame Ayaba da Silveira, revendeuse, demeurant à Anécho, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 13 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 6, parcelle 104 du terrain immatriculé au



livre-foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de vingt-huit mille cinq cents francs.

Par arrêté n° 480 du :

25 août 1941. — La société indigène de prévoyance de Lomé est autorisée à occuper temporairement une parcelle de terrain domanial d'une superficie totale d'environ 93 ares limité à l'ouest par la voie ferrée Lomé-Atakpamé, au nord par la lagune, à l'est par les terrains d'épandage de la ville de Lomé, au sud par la route lagunaire sud.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### DOMAINES

##### Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1176, déposée le 3 septembre 1941, Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de vicaire apostolique de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration des biens de la Mission Catholique de Lomé a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale d'environ 52 ares 10 centiares, situé à Lomé, quartier n° 6, cercle de Lomé et borné au nord-est par la rue Flatters, au sud-est et sud-ouest par terrain aux héritiers John Apaloo, au nord-ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — Que les biens ayant une affectation de Mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de Mission;

2° — Que ces biens ayant une affectation de Mission ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du gouvernement français.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
**BERLIE.**

### Avis à la population

A la suite de la publication, par le *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> septembre 1941, de l'arrêté n° 2348 C. M. (page 457) relatif à la création des « Amis de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire » un certain nombre de demandes d'adhésion sont déjà parvenues au « Comité de la Légion Locale ».

Vu les paroles prononcées par le Maréchal, en date du 1<sup>er</sup> septembre, à l'occasion du 1<sup>er</sup> anniversaire de la fondation de la Légion et qui annoncent, avec une nouvelle dénomination, un élargissement du cadre de la Légion : (Voir la « Presse circulaire de l'Afrique française du 1<sup>er</sup> septembre 1941 — Edition de 11 h.), le Comité de la Légion Locale a décidé qu'il convenait d'attendre. Il a écrit à Dakar pour savoir s'il fallait attendre de nouvelles instructions et aussi pour demander des « Bulletins d'Adhésion » soit aux « Amis de la Légion » si rien n'est changé, soit au nouveau groupement de la « Légion des Combattants et Volontaires ».

*Pour le Chef de la Légion Locale et par ordre :*  
*Le secrétaire,*

ROBERT.

### AVIS

#### Banque de l'Afrique Occidentale

*Siège social : 9, avenue de Messine — PARIS (8<sup>e</sup>)*

Messieurs les Actionnaires de la Banque de l'Afrique Occidentale sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour le jeudi 20 novembre 1941, dans une des salles de la Maison Gaveau, 45, rue la Boétie à Paris (8<sup>e</sup>), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1<sup>er</sup> — Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice 1940-1941;
- 2<sup>er</sup> — Approbation des comptes de l'exercice 1940-1941;
- 3<sup>er</sup> — Quitus à donner aux anciens Administrateurs.

L'Assemblée Générale Ordinaire se tiendra à 15 heures.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**G. KELLER**